



MALI-METRE

Enquêtes d'opinion

« Que pensent les Malien(ne)s ? »



ENQUÊTE : JANVIER 2024

PUBLICATION : MARS 2024

**FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG**

MALI METRE 2024

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2024

Responsable : Christian Klatt, Représentant Résident

Comité de rédaction : Abdourhamane Dicko, Christian Klatt

Mise en page et impression : Imprim Color Bamako

Friedrich-Ebert-Stiftung

Faso Kanu

BP 428 Bamako Mali

Tél. +223 44 90 60 30 / 44 90 60 29

E-mail : info@fes-mali.org

Site web: www.mali.fes.de

ISBN : 978-99952-75-39-6

I. Préface

Cher(e)s ami(e)s de Friedrich-Ebert-Stiftung au Mali,

« Qu'en pensent les Maliens ? » Cette question renvoie aujourd'hui, dans la tête de plusieurs acteurs sociopolitiques maliens à l'enquête d'opinion Mali-Mètre de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Mali-Mètre est un instrument d'analyse socio-politique qui a pour but, non seulement, de recueillir les perceptions et les opinions politiques des Maliennes et des Maliens, mais aussi de les porter à la connaissance des décideurs politiques.

Nous ne cessons jamais de rappeler que Mali-Mètre n'est qu'une cartographie des perceptions des populations maliennes à un moment déterminé, notamment celui de la collecte des données. Dans ce sens, les résultats ne sauraient être considérés comme des vérités absolues.

La collecte de données de la présente édition de la Mali-Mètre s'est déroulée du 5 au 17 janvier 2024. L'échantillonnage est basé sur la méthode des quotas avec la prise en compte des caractéristiques démographiques comme le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. L'échantillon est de 2055 personnes de 18 ans et plus réparties entre le District de Bamako et 9 capitales régionales. Cette édition n'a pas dérogé à la tradition des thématiques des enquêtes antérieures. Mali-Mètre 2024 aborde les principales thématiques de l'actualité sociopolitique au Mali, à savoir la transition politique en cours au Mali ; les défis et priorités des autorités de la transition ; la stabilisation et la sécurisation du Mali ; les partenariats ainsi que les échéances électorales à venir. La justice, l'impunité et les perspectives pour le futur y figurent également.

L'enquête a bénéficié du visa de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT).

La Friedrich-Ebert-Stiftung vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre intérêt constant pour les résultats de Mali-Mètre.

Au nom de l'équipe du Bureau Mali de la Friedrich-Ebert-Stiftung,

Christian KLATT

Représentant Résident

II. Résumé exécutif

Mali-Mètre est le titre donné à l'enquête d'opinion politique que la Friedrich Ebert Stiftung (FES) conduite au Mali depuis la fin de l'année 2012. Son objectif principal est de recueillir les opinions des Maliennes et des Malien(ne)s sur différentes questions marquantes et/ou décisives pour le présent et le futur du pays, dans un contexte politico-sécuritaire assez chargé.

La collecte de données s'est déroulée du 5 au 17 janvier 2024. L'échantillonnage est basé sur la méthode des quotas avec la prise en compte des caractéristiques démographiques comme le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. L'échantillon final est de 2055 personnes de 18 ans et plus, réparties entre le District de Bamako et neuf capitales régionales. Pour cette édition, la région de Kidal n'a pas été enquêtée pour des raisons de sécurité.

Les principaux résultats se présentent comme suit :

Evolution de la situation générale du pays : pour quatre Malien(ne)s sur cinq (81 %), la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois pendant que pour 'un(e) Malien(ne) sur dix (11 %), la situation générale du pays est restée au même niveau. Elle s'est détériorée au cours des douze dernières années pour 8 % des citoyen(ne)s malien(ne)s.

Défis et priorités au Mali : les principaux défis auxquels le Mali est confronté sont : la lutte contre l'insécurité (60 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (52 %), la lutte contre le chômage des jeunes (42 %) et la lutte contre les délestages (39 %).

Niveau de satisfaction de la gestion de la transition : le constat est que les Malien(ne)s sont globalement satisfait(e)s de la gestion de la transition. En effet, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s de la gestion de la transition (71 % très satisfaits et 25 % plutôt satisfaits).

Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition : les principales actions identifiées comme prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition sont : la lutte contre l'insécurité (61 %), la création d'emploi (43 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (38 %), la lutte contre la pauvreté (24 %), l'amélioration du système éducatif (21 %).

Confiance en les acteurs de la transition : les citoyens malien(ne)s sont plus de quatre personnes sur cinq (86 %) à faire plus confiance au président de la transition, contre seulement 6 % pour le gouvernement de la transition et 1 % pour le Conseil national de transition.

Niveau de satisfaction des acteurs de la transition : plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s des acteurs de la transition : président de la transition (83 % très satisfaits et 15 % plutôt satisfaits), gouvernement de transition (59 % très satisfaits et 33 % plutôt satisfaits) et conseil national de transition (près de quatre Malien(ne)s).

Niveau de confiance en la transition : quatre Malien(ne)s sur cinq font confiance à la transition (62% beaucoup confiance et 21 % assez confiance) pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance.

Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation : trois Malien(ne)s sur cinq (61 %) n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation ; 24 % en ont une faible connaissance. Toutefois, 10 % des Malien(ne)s ont une connaissance moyenne du contenu de l'Accord et 3 % estiment en avoir une bonne connaissance.

Niveau d'importance de l'Accord pour la paix et la réconciliation : aujourd'hui, sept Malien(ne)s sur dix (71 %) estiment que l'Accord pour la paix et la réconciliation ne revêt plus d'importance (47 % pas du tout important et 24 % pas important). En revanche, pour 23 % des Malien(ne)s, l'Accord pour la paix est toujours important et 7 % le trouvent très important.

Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois : dans les régions de Tombouctou (92 %) et Gao (91 %), neuf personnes sur dix pensent que l'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois. Ce sentiment est partagé par plus de sept personnes sur dix dans les régions de Kayes (78 %), Koulikoro (78 %), Ségou (78 %), Sikasso (77 %) et Bamako (72 %).

Fréquence des conflits inter et intracommunautaires : Dans les régions de Tombouctou (97 %) et de Taoudéni (91 %) les conflits inter et intracommunautaires sont inexistantes pour neuf personnes sur dix. Ce taux est respectivement de (75 %) et (73 %) pour les régions de Koulikoro et Gao.

Attentes par rapport aux partenaires internationaux : les trois principales attentes des citoyen(ne)s malien(ne)s à l'égard des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (80 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (61 %) et la lutte contre le chômage des jeunes (57 %).

Appréciation du départ de la MINUSMA : plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont favorables au départ de la MINUSMA (81 % très favorable et 11 % plutôt favorable).

Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA : plus de deux tiers des Malien(ne)s (68 %) pensent que le départ de la MINUSMA aura un impact positif contre 9 % qui pensent le contraire. Cependant, 19 % des Malien(ne)s estiment que le retrait de la MINUSMA n'aura aucun effet.

Niveau de satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie : les Malien(ne)s sont globalement satisfait(e)s de la coopération entre l'Etat malien et la Russie. En effet, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s (83 % très satisfaits et 15 % plutôt satisfaits) de la coopération entre le Mali et la Russie.

Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité : la quasi-totalité des citoyens malien(ne)s (99 %) se dit satisfaite du travail des forces de sécurité. On observe les mêmes tendances dans l'ensemble des régions.

Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité : neuf Malien(ne)s sur dix estiment que la société civile peut contribuer à rapprocher les forces de défense et de sécurité (91 %) ou protéger les forces de défense et de sécurité (90 %). Aussi, plus de trois Malien(ne)s sur quatre estiment que la société civile peut influencer les décisions politiques (79 %).

Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région : les principaux acteurs en qui les personnes interrogées ont confiance pour sécuriser leur région sont : les militaires/l'armée malien(ne)ne (75 %), la police (74 %), la gendarmerie (61 %), la garde nationale (47 %).

Appréciation du niveau de corruption au Mali : le niveau de corruption reste élevé pour près de sept Malien(ne)s sur dix (très élevé pour 34 % et élevé pour 36 %).

Domaines concernés par la corruption : les principaux secteurs touchés par le phénomène de la corruption sont : la police (46 %), la justice (39 %), la santé (34 %), la mairie (34 %), la douane (23 %). De plus, un(e) Malien(ne) sur dix estime que la corruption est présente dans les passations des marchés privés (19 %).

Fréquence de l'impunité au Mali : un(e) Malien(ne) sur deux pense que l'impunité est fréquente au Mali (très fréquente pour 19 % et fréquente pour 32 %) contre 44 % des qui pensent que l'impunité n'est pas fréquente (peu fréquente pour 26 % et pas très fréquente pour 18 %).

Principales attentes par rapport à la justice malienne : avoir une justice équitable est la principale attente des citoyens malien(ne)s à l'égard de la justice malien(ne). Elle est mentionnée par 42 % des enquêté(e)s. Elle est suivie d'une justice transparente et équitable (39 %), d'une justice incorruptible (29 %) et d'une justice impartiale sans distinction sociale (20 %).

Appréciation de la justice malien(ne)ne : plus de trois quarts des Malien(ne)s pensent que la justice est corrompue (38 % tout à fait d'accord et 40 % d'accord). De plus, quatre Malien(ne)s sur cinq approuvent l'opinion selon laquelle les procédures de la justice malien(ne) sont méconnues des populations (54 % tout à fait d'accord et 35 % plutôt d'accord).

Appréciation de la décision du report des élections : plus de quatre Malien(ne)s sur dix (87 %) approuvent la décision de reporter les élections contre 8 % qui estiment qu'il s'agit d'une mauvaise décision.

Projection du Mali dans les six prochains mois : plus de neuf Malien(ne)s sur dix (95 %) pensent que la situation générale du pays va s'améliorer au cours des six prochains mois.

Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir : les Malien(ne)s aimeraient le retour de la paix et de la sécurité (74 %) ; l'emploi pour les jeunes (52 %) ; de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire dans le pays (45 %) ; la relance de l'économie (27 %).

Table des matières

I. PRÉFACE	3
II. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
Liste des figures	9
Liste des tableaux	11
Liste des abréviations	12
Introduction	13
III. PRINCIPAUX RÉSULTAT DE L'ÉTUDE	14
Chapitre 1 : Evolution de la situation générale du pays	14
Evolution de la situation générale du pays	15
Raisons de la situation du pays	18
Défis et priorités au Mali	19
Chapitre 2 : Questions de l'actualité et sur la transition	20
Principales sources d'informations	21
Niveau de satisfaction de la gestion de la transition	22
Participation au référendum	22
Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition	23
Principale confiance parmi les acteurs de la transition	23
Niveau de satisfaction des acteurs de la transition	24
Niveau de confiance en la transition	25
Connaissance du cadre référentiel de développement	26
Principaux points de divergence entre le CSP-PSD et le gouvernement de transition	26
Chapitre 3 : Mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation	27
Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation	28
Actualité de l'Accord pour la paix et la réconciliation	30
Sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation	31
Niveau d'importance de l'Accord pour la paix et la réconciliation	32
Relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation	33
Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali	34

Chapitre 4 : Situation sécuritaire dans le pays - Perceptions et sentiments	37
Evolution du niveau d'insécurité dans les régions	38
au cours des trois derniers mois	
Proposition de solutions de sortie de la situation d'insécurité	40
Fréquence des conflits inter et intracommunautaires	40
Sentiment de sécurité en sortant seul(e) la nuit	41
Sentiment de sécurité en participant à un évènement social	43
Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu	44
Chapitre 5 : Mali et les acteurs impliqués dans la sécurisation du pays	45
Attentes par rapport aux partenaires internationaux	46
Appréciation du départ de la MINUSMA	46
Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA	48
La coopération entre le Mali et la Russie	50
Entendre parler d'EUCAP	51
Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité	51
Connaissance de la réforme du secteur de la sécurité	52
Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité	53
Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région	54
Chapitre 6 : Justice et bonne gouvernance	55
Appréciation du niveau de corruption au Mali	56
Domaines concernés par la corruption	57
Fréquence de l'impunité au Mali	57
Connaissances des mesures de lutte contre la corruption	58
Niveau de confiance en la justice malienne	58
Principales attentes par rapport à la justice malienne	59
Appréciation de la justice malienne	60
Chapitre 7 : Perspectives	61
Appréciation de la décision du report des élections	62
Les futures élections	63
Projection du Mali dans les six prochains mois et l'avenir	65
Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir	67
Conclusion et tendances	68
IV. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	69
V. ANNEXE	69

Liste des figures

- Figure 1 :** Situation générale du pays
- Figure 2 :** Situation générale du pays par région
- Figure 3 :** Situation générale du pays par sexe
- Figure 4 :** Situation générale du pays par niveau d'instruction
- Figure 5 :** Situation générale du pays par âge
- Figure 6 :** Situation générale du pays - Comparaison
- Figure 7 :** Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays
- Figure 8 :** Raisons de la détérioration de la situation générale du pays
- Figure 9 :** Défis au Mali
- Figure 10 :** Sources principales d'information
- Figure 11 :** Sources principales d'information par âge
- Figure 12 :** Satisfaction de la gestion de la transition
- Figure 13 :** Participation au référendum
- Figure 14 :** Priorités du gouvernement de la transition
- Figure 15 :** Principale confiance parmi les acteurs de la transition
- Figure 16 :** Satisfaction des acteurs de la transition – part 1
- Figure 17 :** Satisfaction des acteurs de la transition – part 2
- Figure 18 :** Confiance en la transition
- Figure 19 :** Connaissance des documents de référence et plans d'action
- Figure 20 :** Différends entre le CSP et le gouvernement
- Figure 21 :** Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (APRM)
- Figure 22 :** Niveau de connaissance de l'APRM par sexe
- Figure 23 :** Niveau de connaissance de l'APRM par niveau d'instruction
- Figure 24 :** Niveau de connaissance de l'APRM - Comparaison
- Figure 25 :** Actualité de l'APRM
- Figure 26 :** Actualité de l'APRM par sexe
- Figure 27 :** Actualité de l'APRM par niveau d'instruction
- Figure 28 :** Sources d'information sur l'Accord
- Figure 29 :** Importance de l'Accord
- Figure 30 :** Importance de l'Accord par région
- Figure 31 :** Importance de l'Accord par sexe
- Figure 32 :** Relecture intelligente de l'Accord
- Figure 33 :** Points de l'Accord à modifier
- Figure 34 :** Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité
- Figure 35 :** Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par sexe
- Figure 36 :** Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par niveau d'instruction
- Figure 37 :** Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité - Comparaison
- Figure 38 :** Evolution du niveau de l'insécurité de la région
- Figure 39 :** Evolution du niveau de l'insécurité de la région - Comparaison
- Figure 40 :** Causes de l'augmentation du niveau d'insécurité
- Figure 41 :** Causes de la diminution du niveau d'insécurité

- Figure 42** : Propositions de sortie de l'insécurité
- Figure 43** : Fréquence des conflits inter- ou intracommunautaires
- Figure 44** : Principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires
- Figure 45** : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »
- Figure 46** : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par sexe
- Figure 47** : Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social »
- Figure 48** : Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »
- Figure 49** : Attentes des Malien(ne)s des pa rtenaires internationaux
- Figure 50** : Départ de la MINUSMA
- Figure 51** : Satisfaction du Travail de la MINUSMA – Comparaison des dernières années
- Figure 52** : Impact du retrait de la MINUSMA
- Figure 53** : Impact du retrait de la MINUSMA par âge
- Figure 54** : Impact positif du départ de la MINUSMA
- Figure 55** : Impact négatif du départ de la MINUSMA
- Figure 56** : Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie
- Figure 57** : Confiance en la Russie
- Figure 58** : Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité
- Figure 59** : Regard sur les forces de défense et de sécurité
- Figure 60** : Contenu du processus RSS
- Figure 61** : Implication de la société civile dans la RSS
- Figure 62** : Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région
- Figure 63** : Niveau de corruption
- Figure 64** : Niveau de corruption - Comparaison
- Figure 65** : Domaines concernés par la corruption
- Figure 66** : Fréquence de l'impunité
- Figure 67** : Mesures contre la corruption et l'impunité
- Figure 68** : Confiance en la justice
- Figure 69** : Confiance en la justice
- Figure 70** : Attentes par rapport à la justice
- Figure 71** : Opinions sur le système judiciaire
- Figure 72** : Opinion sur le report des élections
- Figure 73** : Quel report des élections
- Figure 74** : Probabilité des élections en 2024
- Figure 75** : Intentions de vote aux prochaines élections
- Figure 76** : Critères de choix d'un(e) candidat(e)
- Figure 77** : Projection du Mali dans 6 mois
- Figure 78** : Projection du Mali dans 6 mois - Comparaison
- Figure 79** : Confiance en l'avenir
- Figure 80** : Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir
- Figure M1** : Répartition de l'échantillon entre les 10 strates
- Figure M2** : Répartition de l'échantillon enquêté par région

Liste des tableaux

- Tableau 1 :** Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par région
- Tableau 2 :** Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social » par région
- Tableau 3 :** Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu » par région
- Tableau 4 :** Confiance en la Russie par région
- Tableau 5 :** Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali
- Tableau 6 :** Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité
- Tableau 7 :** Opinion sur le report des élections par région
- Tableau 8 :** Confiance en l'avenir par région
- Tableau M1 :** Répartition de l'échantillon entre les régions
- Tableau A1 :** Défis au Mali
- Tableau A2 :** Sources principales d'information
- Tableau A3 :** Priorités du gouvernement de la transition
- Tableau A4 :** Connaissance des documents de référence et plans d'action
Cadre Référentiel de Développement (CREDD)
- Tableau A5 :** Connaissance des documents de référence et plans d'action - Stratégie sur le centre
- Tableau A6 :** Connaissance des documents de référence et plans d'action - les plans d'action pour les femmes et la sécurité
- Tableau A7 :** Reprise de Kidal
- Tableau A8 :** Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et Réconciliation au Mali (APRM)
- Tableau A9 :** Attentes des Malien(ne)s des partenaires internationaux
- Tableau A10 :** Domaines concernés par la corruption
- Tableau A11 :** Confiance en la justice
- Tableau A12 :** Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir

Liste des abréviations

APRM	Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali
BKO	Bamako
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FAMa	Forces Armées Maliennes
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
KOULI	Koulikoro
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MKA	Ménaka
RSS	Réforme de secteur de la sécurité
TAOUD	Taoudéni
TOMB	Tombouctou

Introduction

Contexte

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) mène régulièrement des sondages d'opinion politique neutres au Mali. Ces sondages ont été initiés dans le dernier trimestre de 2012. Ils doivent être considérés comme la contribution de la FES à la sortie durable de la crise politico-institutionnelle que le pays traverse depuis janvier 2012. Ces sondages sont annuels et portent sur un ensemble des thématiques sociopolitiques. La présente 15^e édition s'inscrit dans un contexte particulier, caractérisé, au moment de l'enquête, par une montée de la violence animée par des groupes terroristes et la reprise des hostilités entre forces de défense du Mali et une partie des mouvements signataires de l'accord pour la paix regroupée au sein du CSP-PSD (Cadre stratégique permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement) ainsi que par ; des déplacements massifs des populations à la suite des violences susmentionnées.

Ainsi la présente édition aborde les principales thématiques de l'actualité sociopolitique au Mali, à savoir : la transition politique en cours au Mali ; les défis et priorités des autorités de la transition ; la stabilisation et la sécurisation du Mali ; les partenariats ainsi que les échéances électorales à venir.

Objectifs de l'étude

L'objectif principal est de recueillir les opinions des Maliennes et des Maliens sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du pays.

Sur la répartition régionale de l'enquête

Avec la modification de la structure administrative du Mali, il existe désormais 19 régions plus Bamako. Pour le Mali-Mètre, il a été décidé de conserver la structure initiale de ces dernières années. Cela signifie que des enquêtes ont été menées dans les villes de Bamako, Gao, Kayes, Koulikoro, Ménaka, Mopti, Ségou, Sikasso, Taoudéni et Tombouctou.

Pour la première fois depuis 2015, le Mali-Mètre n'a pas été organisé cette année dans la région de Kidal. Plusieurs raisons expliquent cette décision. La situation sécuritaire tendue dans la région représente un risque trop important pour les enquêteurs. De plus, les derniers développements politiques dans la région ont entraîné des changements importants dans la composition de la ville de Kidal, ce qui aurait un impact sur les résultats de l'enquête et la comparabilité avec les années précédentes.

Concernant la période de l'enquête

La réalisation de l'enquête durant la première quinzaine de janvier n'a pas permis de prendre en compte certains développements. La décision du gouvernement de transition de mettre fin à l'accord de paix a été prise après la fin de l'enquête, de même que le retrait de la CEDEAO.

III. Principaux résultats de l'étude

1 ■ Evolution de la situation générale du pays

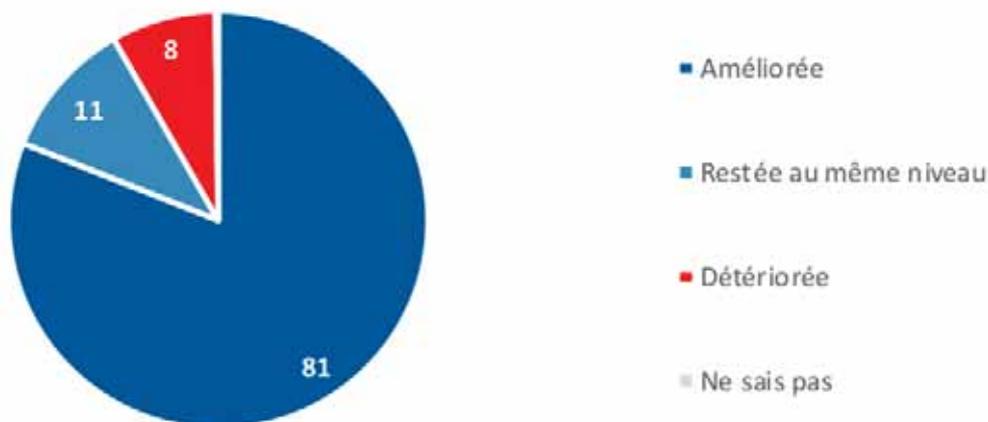
Résumé Chapitre 1

Comme au cours des deux dernières années, les Maliens interrogés ont une opinion très positive de l'évolution du pays. En revanche, un certain nombre de défis persistent. Outre la sécurité, qui est toujours considérée comme le problème le plus important, la situation énergétique tendue figure cette année parmi les préoccupations majeures des Maliens.

Evolution de la situation générale du pays

Pour quatre Malien(ne)s sur cinq (81 %), la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. Pour un(e) Malien(ne) sur dix (11 %), la situation générale du pays est restée au même niveau ; et pour 8 % des citoyens malien(ne)s, la situation générale du pays s'est détériorée au cours des douze derniers mois.

Figure 1 : Situation générale du pays

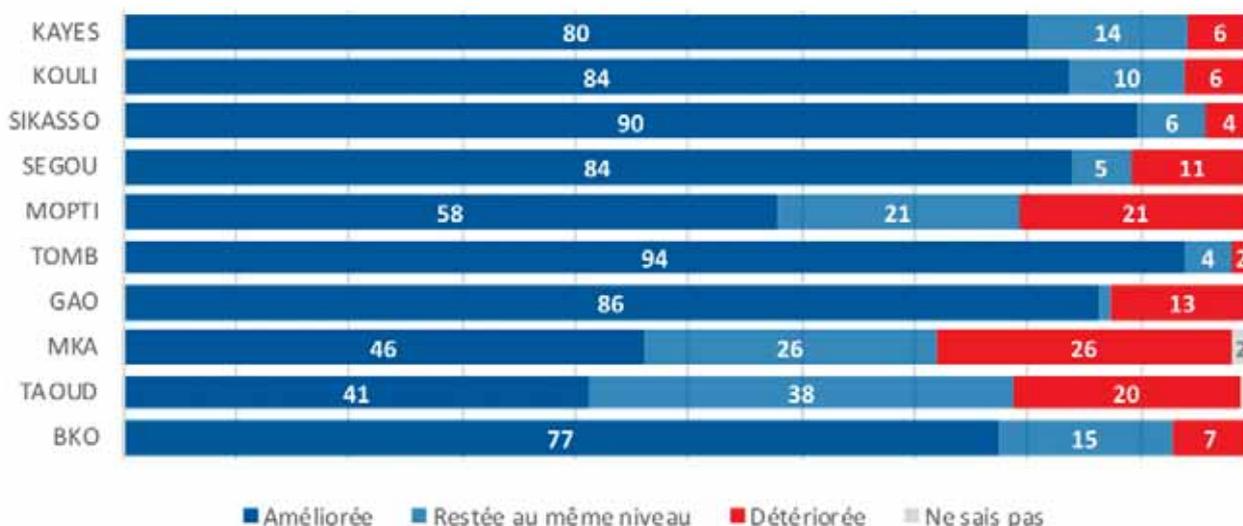


S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2055

Plus particulièrement dans la région de Tombouctou, neuf personnes sur dix pensent que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. De même, dans les régions de Kayes (80 %), Koulikoro (84 %), Sikasso (90 %), Ségou (84 %) et Gao (86 %) plus de quatre personnes sur cinq partagent cette opinion. A Bamako, 77 % de la population sont du même avis. Cependant, dans la région de Mopti, moins de trois enquêté(e)s sur cinq (58 %) de la population estime que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois.

Figure 2 : Situation générale du pays par région



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2055

L'analyse suivant le sexe montre que les hommes (84 %) sont relativement plus nombreux à percevoir l'amélioration de la situation du pays au cours des douze derniers mois que les femmes (78 %).

Figure 3 : Situation générale du pays par sexe



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?
Toutes les réponses, n = 2055

Les résultats suivant le niveau d'instruction montrent que quatre personnes sur cinq ayant le niveau primaire (82 %), secondaire (80 %) ou supérieur (88 %) pensent que la situation générale du pays s'est améliorée. Cet avis est partagé par plus de sept personnes sur dix (77 %) des citoyen(ne)s n'ayant aucun niveau.

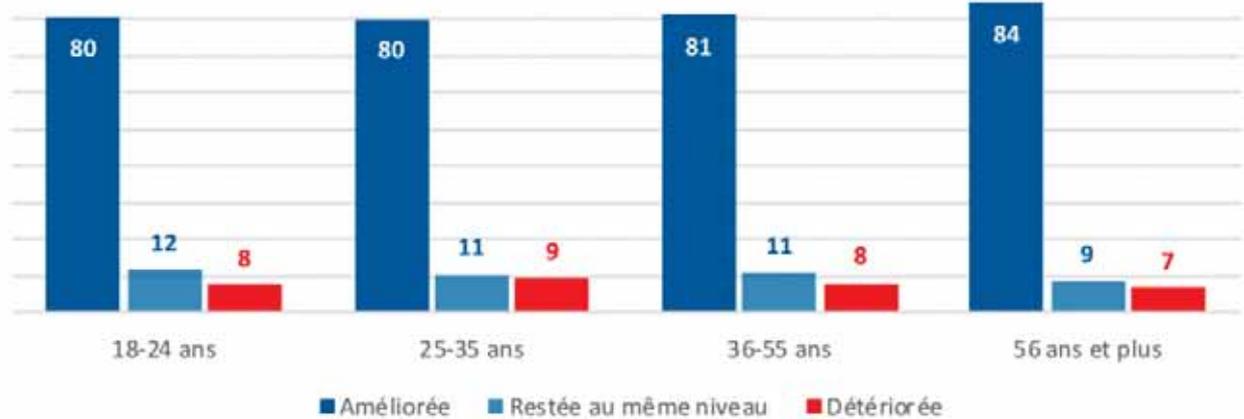
Figure 4 : Situation générale du pays par niveau d'instruction



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?
Toutes les réponses, n = 2055

On ne note pas de différence significative suivant la tranche d'âge, la situation générale du pays s'est améliorée pour plus de huit personnes sur dix, au cours des douze derniers mois.

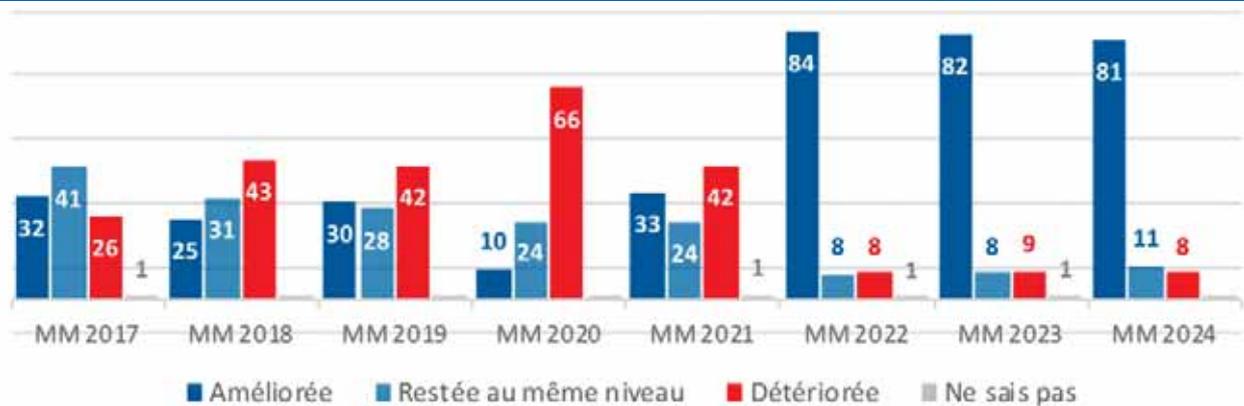
Figure 5 : Situation générale du pays par âge



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2055

Figure 6 : Situation générale du pays - Comparaison



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2024

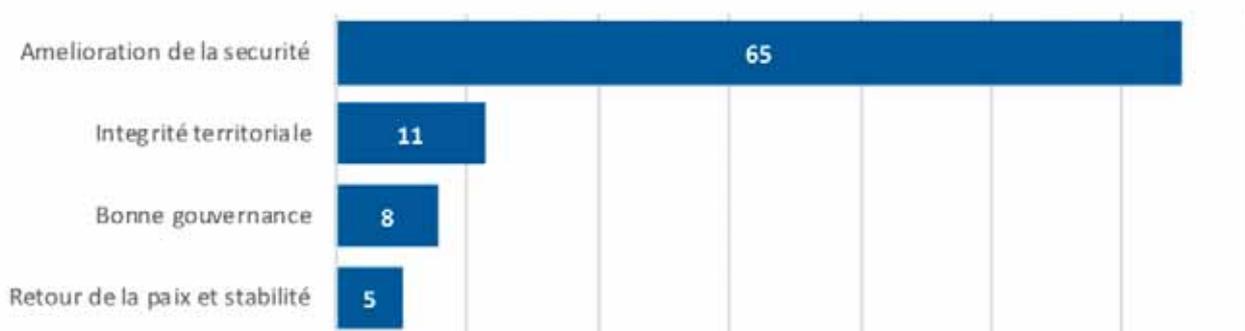
Aussi, on n'observe pas de différence significative par rapport à l'année dernière, 81 % en 2024 contre 82 % en 2022. Toutefois, on note une augmentation de cinquante points de pourcentage par rapport à 2021 passant de 33% en 2021 à 81 % en 2024.

Raisons de la situation du pays

La principale raison évoquée par les personnes qui estiment que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois est l'amélioration de la sécurité dans le pays (65 %). Toutefois, un(e) malien(ne) sur dix évoque l'intégrité territoriale (11 %).

En revanche, ceux qui estiment que la situation du pays s'est détériorée au cours des douze derniers mois, évoquent principalement l'insécurité persistante (32 %), l'augmentation des prix des denrées alimentaires (22 %) ; une personne sur dix souligne la cherté de la vie de la (12 %) et la coupure d'électricité auquel le Mali est confronté (10 %).

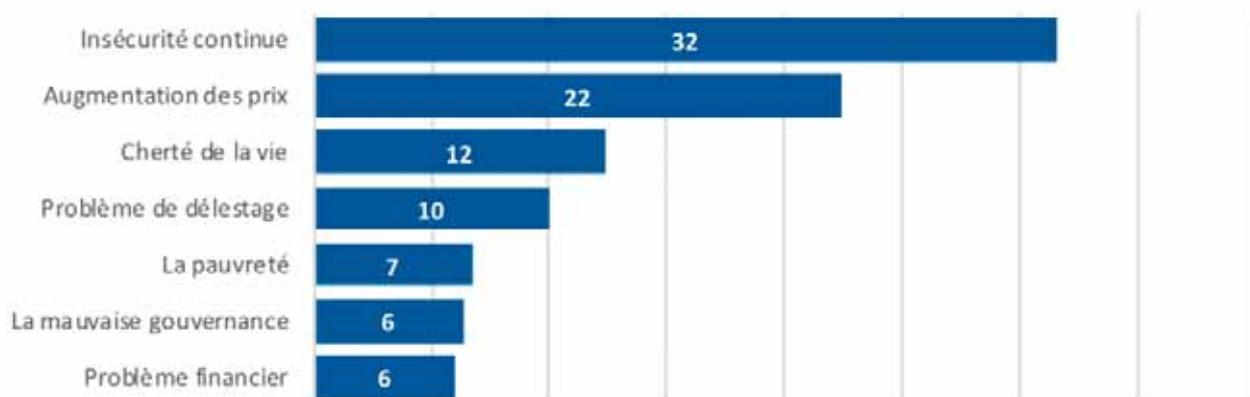
Figure 7 : Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays



S1Q01A. [Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays] Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est améliorée durant les douze(12) derniers mois ?

Pour les réponses « améliorée » S1Q01, réponses > 5 %, n = 1655

Figure 8 : Raisons de la détérioration de la situation générale du pays



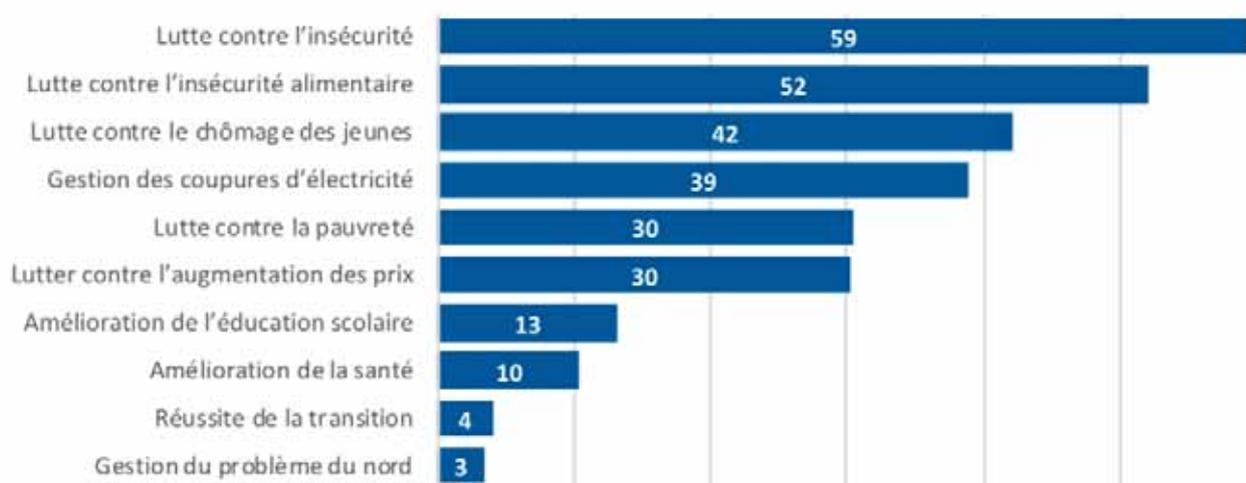
S1Q01A. [Raisons de l'amélioration de la situation générale du pays] Pourquoi pensez-vous que la situation du pays s'est améliorée durant les douze(12) derniers mois ?

Pour les réponses « améliorée » S1Q01, réponses > 5 %, n = 1655

Défis et priorités au Mali

Les principaux défis auxquels est confronté le Mali sont : la lutte contre l'insécurité (59 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (52 %), la lutte contre le chômage des jeunes (42%) et la lutte contre les délestages, cité par deux Malien(ne)s sur cinq (39%). Toutefois, trois Malien(ne)s sur dix ont cité la lutte contre la pauvreté (30 %) ou encore la lutte contre l'augmentation des prix (30 %).

Figure 9 : Défis au Mali



S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ?

Réponses > 3 %, n = 2055

2. Questions de l'actualité et sur la transition

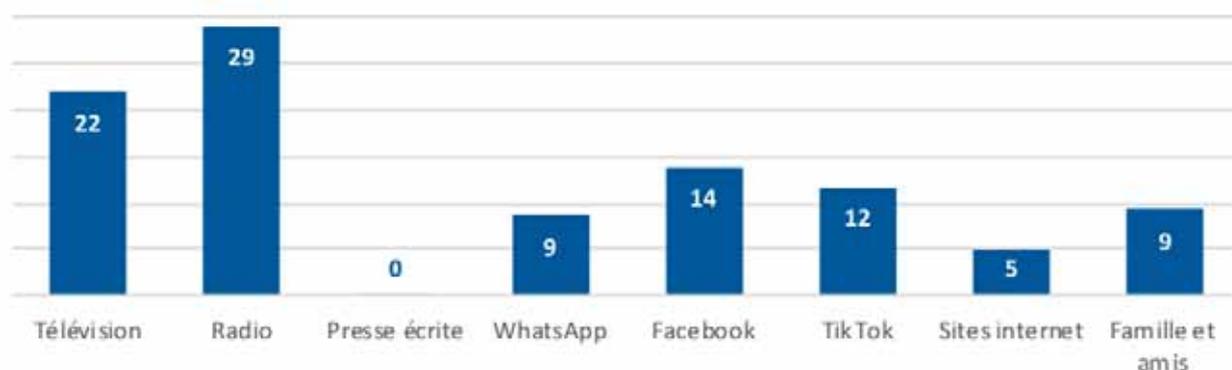
Résumé Chapitre 2

Les Malien(ne)s continuent d'exprimer un haut niveau de satisfaction à l'égard de la mise en œuvre de la Transition et de ses différents acteurs. Comme les années précédentes, c'est surtout le président de la transition qui jouit d'un taux de satisfaction élevé. Malgré le fait que le bilan réel du gouvernement de transition soit plutôt mitigé, surtout sur le plan de la politique intérieure, le processus de transition continue de bénéficier d'une grande confiance. Cela s'explique, entre autres par les développements dans le nord du pays, en particulier la prise de Kidal par l'armée malienne, qui sont jugés positifs. Toutefois, l'enquête montre que pour beaucoup, les causes du conflit ne sont pas claires.

Principales sources d'informations

La radio et la télévision sont les principales sources d'information utilisées par les Malien(ne)s pour s'informer de l'actualité et de la transition. Elles sont utilisées respectivement par 29 % et 22 % de la population.

Figure 10 : Sources principales d'information

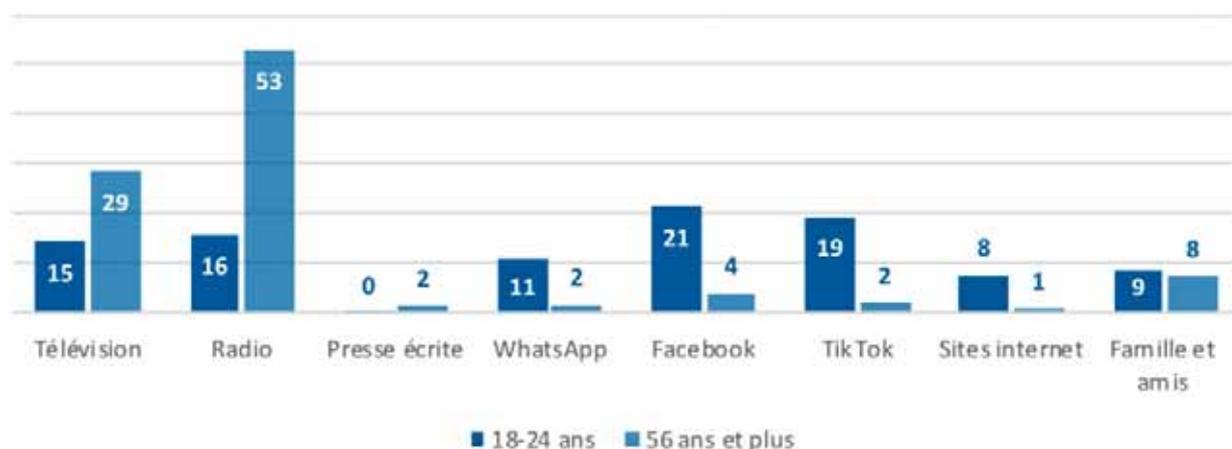


S2Q01. [Sources principales d'information] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?

Toutes les réponses, n = 2055

Après la radio et la télévision, les réseaux sociaux constituent les principales sources d'information des Malien(ne)s sur l'actualité et la transition. En effet, 14 % des Malien(ne)s s'informent de l'actualité via Facebook, 12 % à travers TikTok et 9 %, à travers WhatsApp.

Figure 11 : Sources principales d'information par âge



S2Q01. [Sources principales d'information] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?

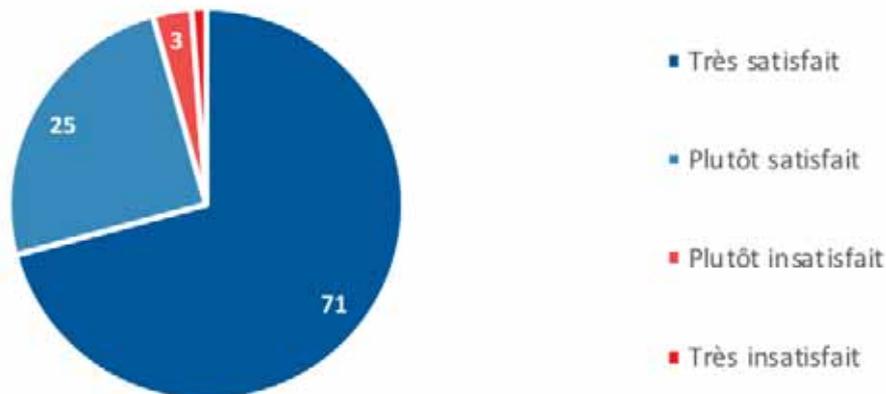
Toutes les réponses, n = 2055

En comparaison avec les autres groupes d'âge, le groupe le plus jeune des personnes interrogées présente un comportement différent en matière de consommation de médias. Pour les jeunes les réseaux sociaux sont les principales sources d'information, alors que la radio et la télévision restent les principales sources d'information des moins jeunes. Un jeune de 18-24 ans sur cinq s'informe de l'actualité via Facebook et 19 % d'entre eux sur TikTok. Ils sont 16 % des 18-24 ans à s'informer de l'actualité, à travers la radio et 15 % via la télévision. Pour les groupes d'âge de plus de 24 ans, la radio et la télévision sont clairement les principales sources d'information avec respectivement 29 % et 53 %.

Niveau de satisfaction de la gestion de la transition

Les résultats montrent que les Malien(ne)s sont globalement satisfait(e)s de la gestion de la transition. En effet, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s de la gestion de la transition (71 % très satisfaits et 25 % plutôt satisfaits).

Figure 12 : Satisfaction de la gestion de la transition



S2Q02. [Satisfaction de la gestion de la transition] De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait de la gestion de la transition ?

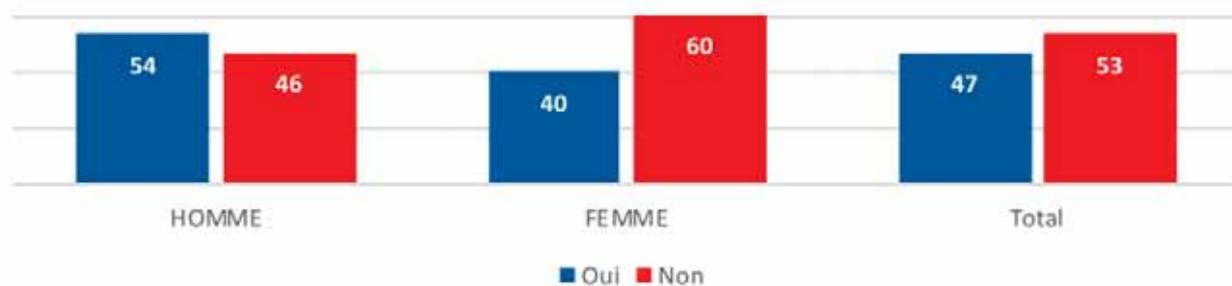
Toutes les réponses, n = 2055

On observe les mêmes tendances dans l'ensemble des régions où plus de neuf personnes sur dix sont satisfaites de la gestion de la transition.

Participation au référendum

Dans l'ensemble, 47 % des citoyen(ne)s malien(ne)s ont participé au référendum contre 53 % qui n'y ont pas participé. Ce taux de participation est plus élevé que les chiffres officiels de participation au référendum, qui étaient de 39 %.

Figure 13 : Participation au référendum



S2Q03. [Participation au référendum] Avez-vous participé aux élections relatives à la nouvelle Constitution ?

Toutes les réponses, n = 2055

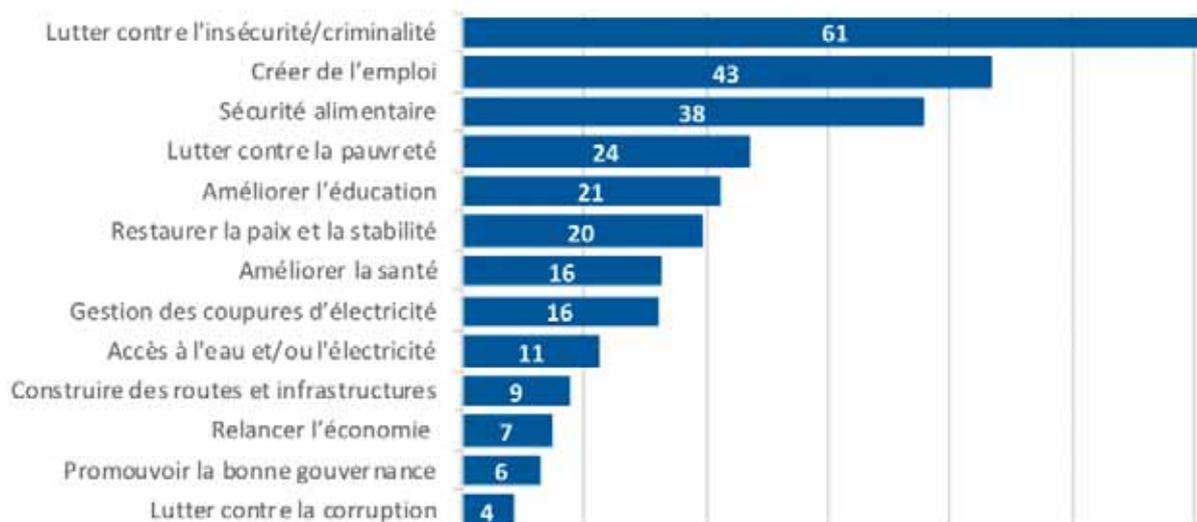
Les forts taux de participation ont été enregistrés dans les régions dites du Nord, Ménaka (68 %), Gao (67 %), Tombouctou (61 %) et Taoudéni (55 %). Dans les autres régions, plus de la moitié des populations n'a pas participé au référendum. Ainsi, dans les régions de Mopti (67 %), Sikasso (61 %) et Kayes (60 %) trois personnes sur cinq n'ont pas participé au référendum.

L'analyse suivant le sexe montre que les hommes sont plus nombreux à participer au référendum que les femmes : 54 % des hommes pour 40 % des femmes.

Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition

Pour les populations maliennes, les principales actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition sont : la lutte contre l'insécurité (61 %), la création d'emploi (43 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (38 %), la lutte contre la pauvreté (24 %) et l'amélioration du système éducatif (21 %).

Figure 14 : Priorités du gouvernement de la transition

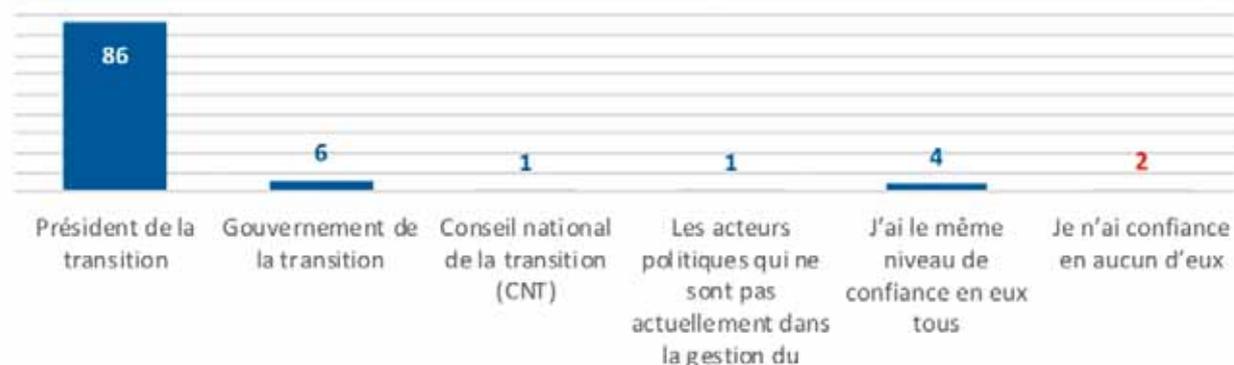


S2Q04. [Priorités du gouvernement de la transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ?
Réponses > 4 %, n = 2055

Principale confiance parmi les acteurs de la transition

Parmi les acteurs de la transition, c'est le président de la transition qui a le plus la confiance des personnes interrogées. 86 % des personnes interrogées lui accordent la plus grande confiance parmi les acteurs de la transition. Seulement 6 % des Malien(ne)s font confiance au gouvernement de la transition et 1 % au Conseil national de transition. 4 % des Malien(ne)s ont le même niveau de confiance en les différents acteurs de la transition.

Figure 15 : Principale confiance parmi les acteurs de la transition

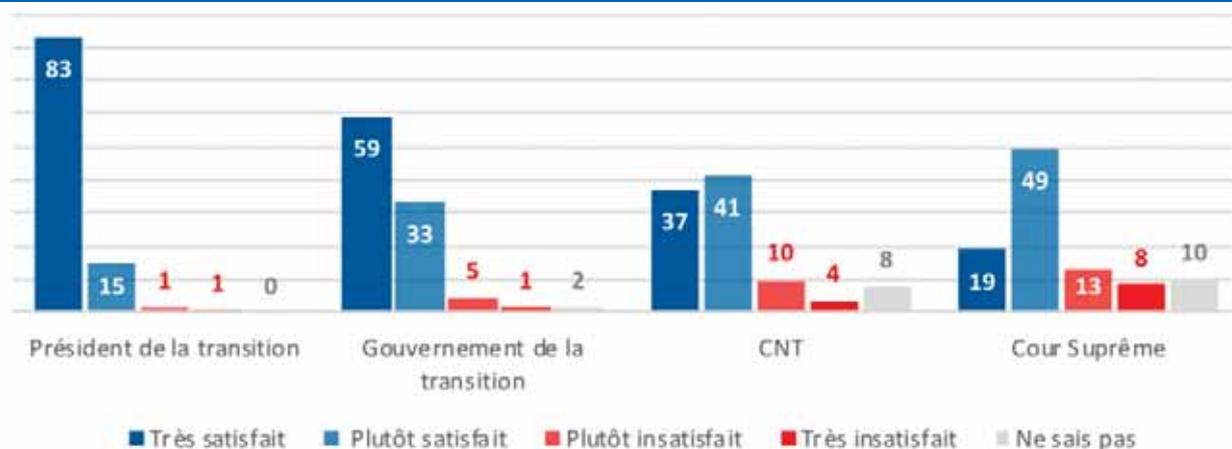


S2Q05. [Principale confiance parmi les acteurs de la transition] Parmi les acteurs suivants de la transition : le Président de la transition, le gouvernement de la transition, le CNT et acteurs politiques qui ne sont pas actuellement dans la gestion du pouvoir en lequel (acteur) avez-vous le plus confiance ?

Toutes les réponses, n = 2055

Niveau de satisfaction des acteurs de la transition

Figure 16 : Satisfaction des acteurs de la transition - part 1

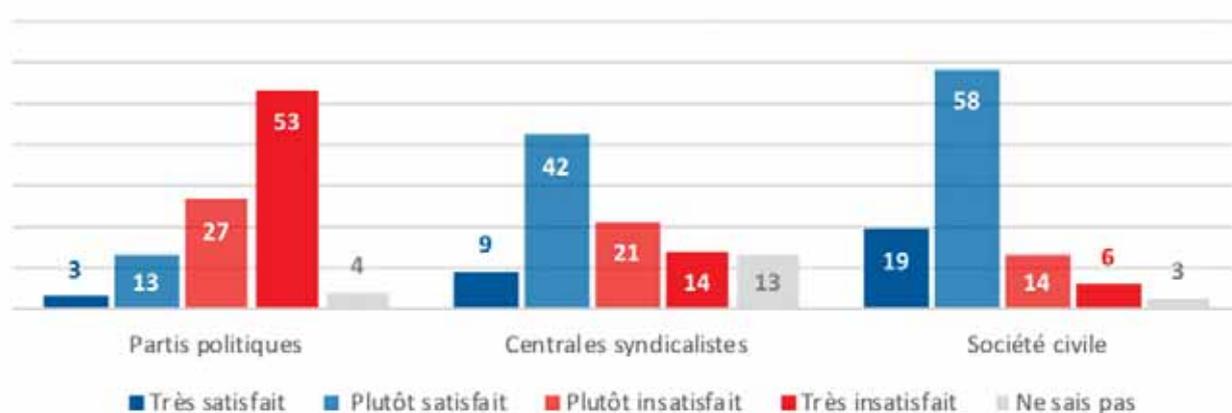


S2Q06A-D. [Satisfaction des acteurs de la transition] Êtes-vous globalement très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait du travail de : ?

Toutes les réponses, n = 2055

Si l'on considère les niveaux de satisfaction des différents acteurs de la transition, on constate qu'une grande partie d'entre eux sont très satisfaits. Plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s du président de la transition (83 % très satisfaits et 15 % plutôt satisfaits) et du gouvernement de transition (59 % très satisfaits et 33 % plutôt satisfaits). Quant au conseil national de transition, près de quatre Malien(ne)s sur cinq en sont satisfait(e)s (37 % très satisfaits et 41 % plutôt satisfaits). Il en est de même pour la société civile qui a gagné la satisfaction de 78 % (20 % en sont très satisfaits et 58% plutôt satisfaits) des personnes enquêtées.

Figure 17 : Satisfaction des acteurs de la transition - part 2



S2Q06 E-G. [Satisfaction des acteurs de la transition] Êtes-vous globalement très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait du travail de : ?

Toutes les réponses, n = 2055

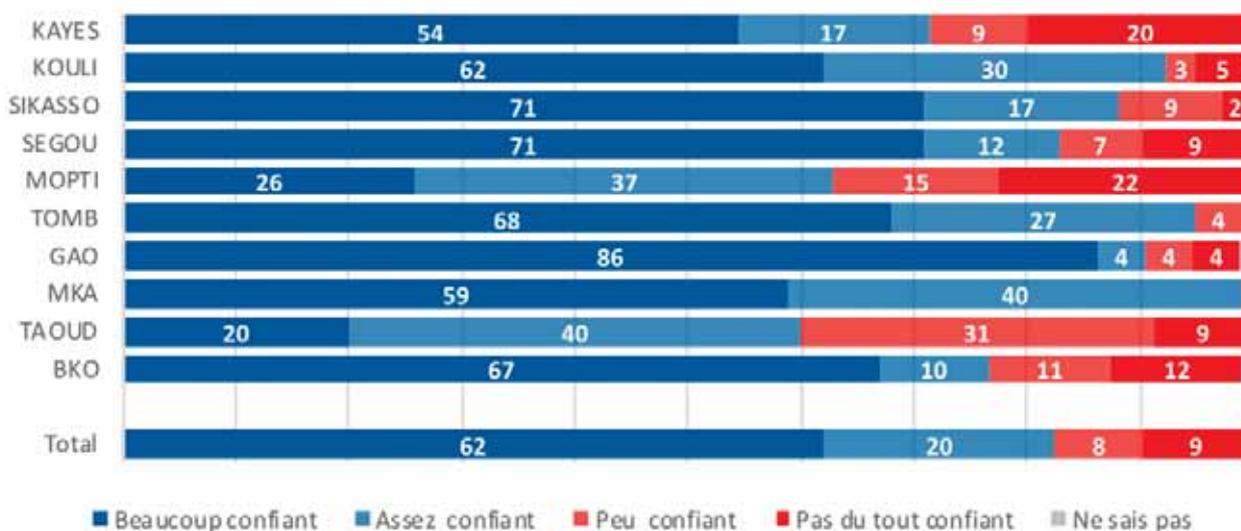
Aussi, plus de deux tiers des citoyens malien(ne)s sont satisfaits de la cour suprême (19 % très satisfaits et 49 % plutôt satisfaits). Et, un Malien sur deux est satisfait des centrales syndicales, 9 % qui en sont très satisfaits et 42 % plutôt satisfaits.

A l'opposé, près de quatre Malien(ne)s sur cinq sont insatisfait(e)s des partis politiques (27 % plutôt insatisfaits et 53 % très insatisfaits)

Niveau de confiance en la transition

L'analyse des résultats montre que quatre Malien(ne)s sur cinq font confiance à la transition (62 % beaucoup confiance et 21 % assez confiance) pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance.

Figure 18 : Confiance en la transition



S2Q07. [Confiance en la transition] A quel point êtes-vous confiant que la transition conduira le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance ?

Toutes les réponses, n = 2055

Plus particulièrement dans les régions dites du Nord, Ménaka (99 %), Tombouctou (95 %), Gao (90 %), plus de neuf personnes sur dix ont confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance. Dans la région de Taoudéni, trois personnes sur cinq ont confiance en la transition (20 % beaucoup confiance et 40 % assez confiance).

Dans les régions dites du Sud, à Koulikoro, neuf personnes sur dix ont confiance en la transition (62 % beaucoup confiance et 30 % plutôt confiance) pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance. Dans les régions de Sikasso et Ségou, plus de quatre personnes sur cinq font aussi confiance à la transition. Alors que dans les régions de Bamako et Kayes, sept personnes sur dix partagent cette opinion. Cependant à Mopti, ce sont trois personnes sur cinq (63 %) qui ont confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance contre 37 % qui n'y ont pas confiance.

Connaissance du cadre référentiel de développement

Les documents stratégiques et les plans d'action sont un moyen important de définir l'ordre du jour et de faire avancer les projets au sein de la politique. Trois des projets les plus importants au sein du gouvernement de transition sont le CREDD, la stratégie pour le centre et le plan d'action pour les femmes et la sécurité. Il ressort des résultats que plus de deux tiers (68 %) des Malien(ne)s n'ont pas connaissance du CREDD et, plus de trois Malien(ne)s sur cinq (63 %) n'ont pas aussi connaissance de la nouvelle stratégie du centre. Cependant, plus de la moitié des Malien(ne)s a connaissance des plans d'action pour les femmes et la sécurité.

Figure 19 : Connaissance des documents de référence et plans d'action



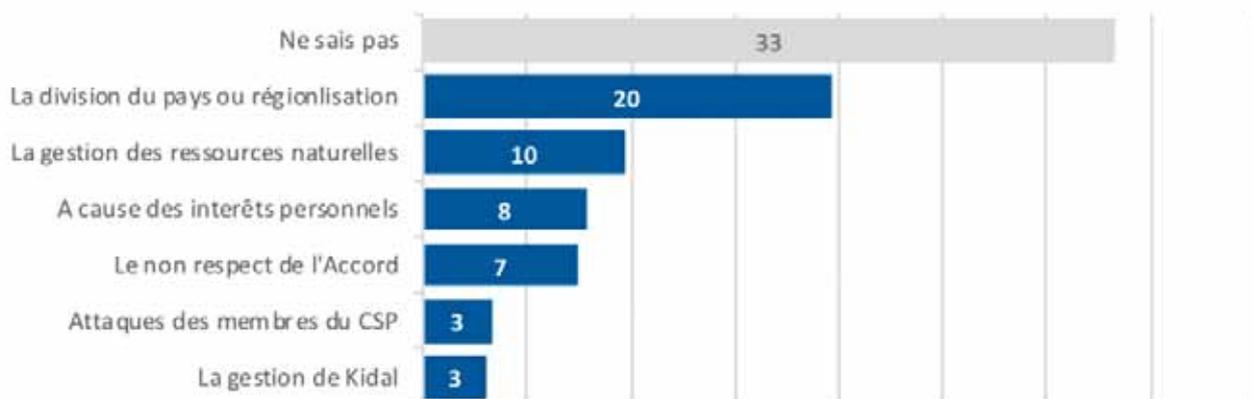
S2Q08A-C. [Connaissance des documents de référence et plans d'action et plans d'action] Êtes-vous au courant des travaux du gouvernement sur les sujets suivants ?

Toutes les réponses, n = 2055

Principaux points de divergence entre le CSP-PSD et le gouvernement de transition

Un tiers des citoyens malien(ne)s ne connaît pas les points de divergence entre le CSP-PSD et le gouvernement de transition. Cependant, le principal point de divergence cité par 20 % des Malien(ne)s est la division du pays. Dans une moindre mesure, la gestion des ressources naturelles a été citée par 10 % des Malien(ne)s comme principal point de divergence entre le CSP-PSD et le gouvernement de transition.

Figure 20 : Différends entre le CSP et le gouvernement



S2Q09. [Différends entre le CSP et le gouvernement] Selon vous quel est le principal point de divergence entre le CSP-PSD et le gouvernement ?

Réponses > 3 %, n = 2055

La quasi-totalité des citoyens malien(ne)s estime que la reprise de la Kidal par les forces armées maliennes est une bonne chose : une très bonne chose pour 96,7 % et une plutôt bonne chose pour 2,7 %.¹

¹ Question S2Q10 aucune visualisation graphique.

3. Mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation²

Résumé Chapitre 3

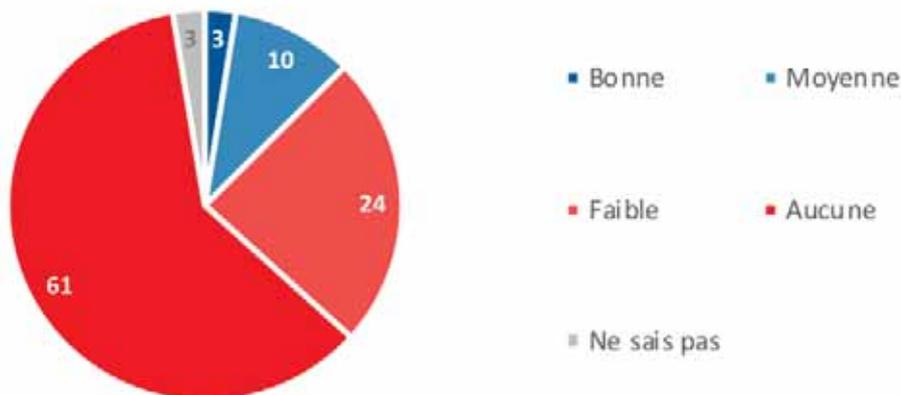
Mali-Mètre 2024 a eu lieu avant la décision du gouvernement de la transition de mettre fin à l'Accord pour la paix et réconciliation fin janvier 2024. Par conséquent, les réponses dans ce chapitre servent davantage à une réflexion rétrospective. Il est frappant de constater le faible niveau de connaissance du contenu de l'Accord. Cette méconnaissance est caractéristique des débats sur l'Accord et se reflète également dans les questions relatives à une modification nécessaire. Déjà avant la dénonciation de l'Accord, les Malien(ne)s critiquaient le document et ne le considéraient plus comme actuel.

² Il conviendrait de signaler que l'enquête était déjà bouclée (5 au 17 janvier 2024) lorsque les autorités du Mali prenaient la décision de mettre fin à l'Accord le 25 janvier 2024.

Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Plusieurs années après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, son contenu reste méconnu des Maliens. Trois Maliens sur cinq (61 %) n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation ; 24 % en ont une faible connaissance. Toutefois, 10 % des Maliens ont une connaissance moyenne du contenu de l'Accord et 3 % estiment en avoir une bonne connaissance.

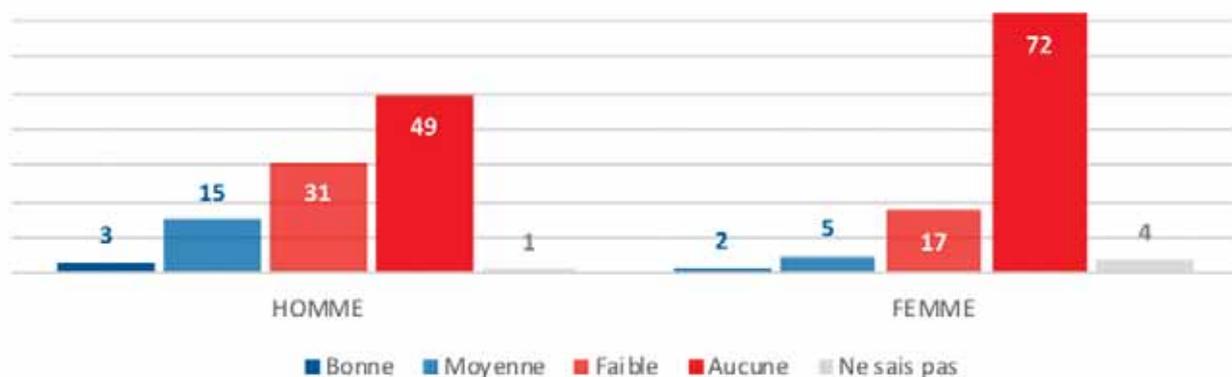
Figure 21 : Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et Réconciliation au Mali (APRM)



S3Q01. [Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (APRM)]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?
Toutes les réponses, n = 2055

Si dans l'ensemble, le contenu de l'Accord reste méconnu des Maliens(es), les résultats montrent que les hommes connaissent relativement mieux le contenu de l'Accord que les femmes. En effet, 49 % des hommes et 72 % des femmes n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord. Cependant, 31 % des hommes ont une faible connaissance du contenu de l'Accord pour 17 % des femmes. Aussi, 15 % des hommes ont une connaissance moyenne du contenu de l'Accord pour 5 % de femmes.

Figure 22 : Niveau de connaissance de l'APRM par sexe

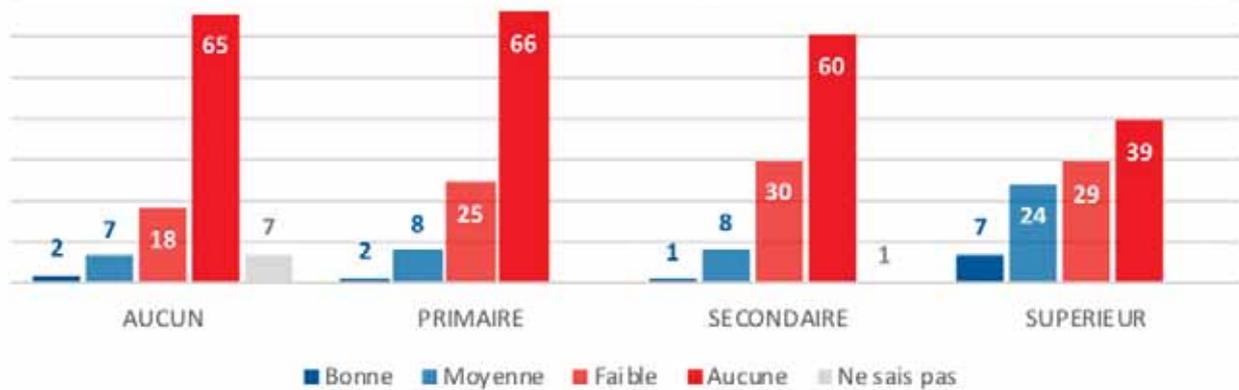


S3Q01. [Niveau de connaissance de l'APRM]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2055

Le niveau de connaissance du contenu de l'Accord augmente avec le niveau d'instruction. En effet, près d'un quart (24 %) des Malien(ne)s ayant le niveau supérieur à une connaissance moyenne du contenu de l'Accord pour moins de 10 % de Malien(ne)s ayant le niveau secondaire (8 %), le niveau primaire (8 %) ou n'ayant aucun niveau (7 %).

Figure 23 : Niveau de connaissance de l'APRM par niveau d'instruction

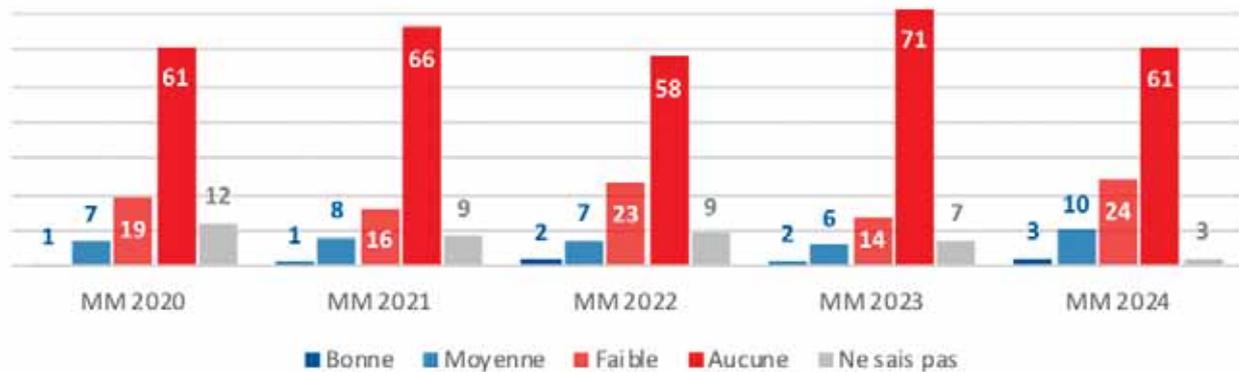


S3Q01. [Niveau de connaissance de l'APRM]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2055

Le degré de connaissance de l'Accord n'a pas beaucoup évolué ces dernières années. Depuis l'introduction de l'accord de paix, il y avait une grande méconnaissance de son contenu.

Figure 24 : Niveau de connaissance de l'APRM - Comparaison



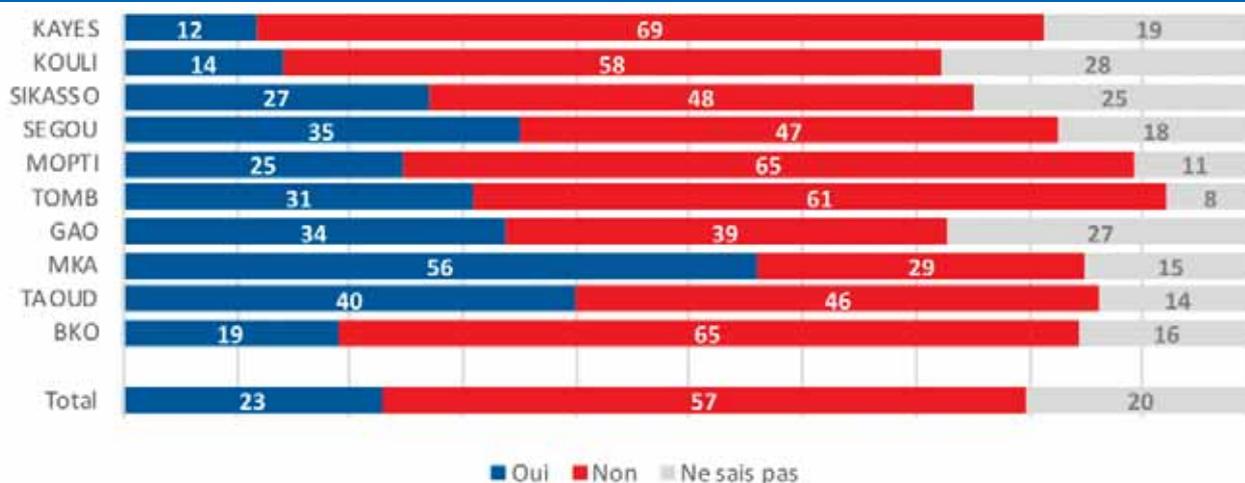
S3Q01. [Niveau de connaissance de l'APRM]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Comparaison Mali-Mètre 2020 à 2024

Actualité de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Huit ans après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, plus de la moitié (57 %) des Maliens jugent que cet Accord n'est plus d'actualité contre 23 % qui estiment qu'il est toujours d'actualité. Cependant, un Malien sur cinq (20 %) n'a pu se prononcer.

Figure 25 : Actualité de l'APRM

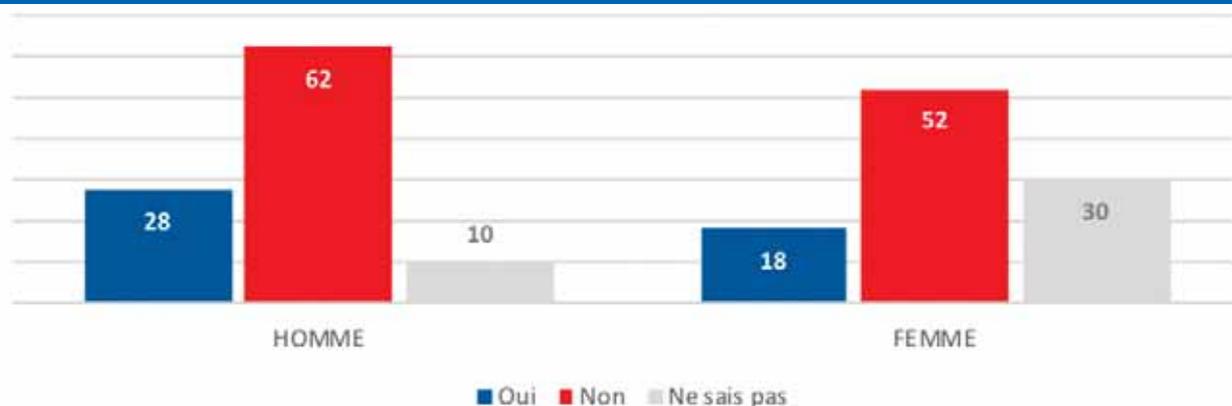


S3Q02. [Actualité de l'APRM] Pensez-vous que l'Accord est toujours d'actualité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Hormis la région de Ménaka où plus de la moitié de la population juge que l'Accord pour la paix est toujours d'actualité, dans les autres régions, la majorité des populations estime que cet Accord n'est plus d'actualité. Plus particulièrement dans les régions de Tombouctou (61 %), Mopti (65 %), Kayes (69 %) et dans la capitale Bamako (65 %) plus de trois personnes sur cinq estiment que l'Accord pour la paix et la réconciliation n'est plus d'actualité.

Figure 26 : Actualité de l'APRM par sexe

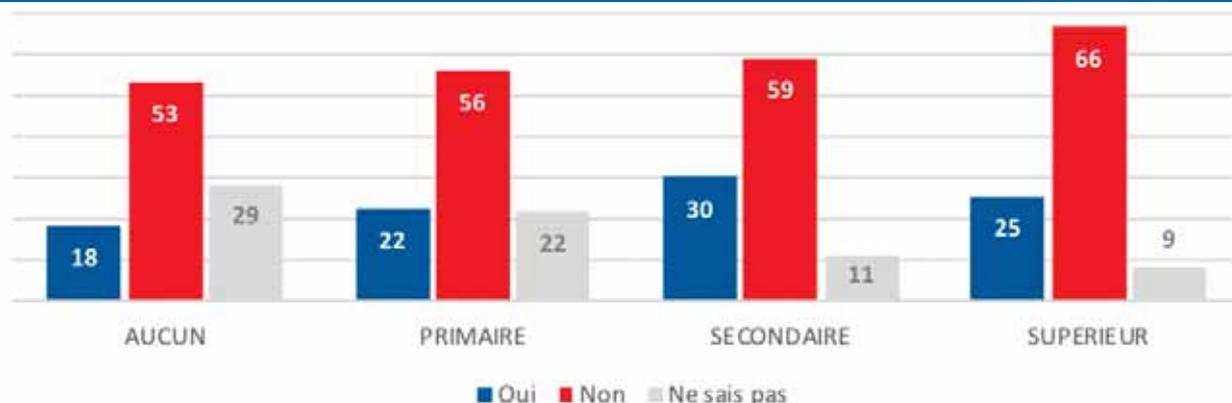


S3Q02. [Actualité de l'APRM] Pensez-vous que l'Accord est toujours d'actualité ?

Toutes les réponses, n = 2055

L'analyse suivant le sexe montre que pour 62 % des hommes l'Accord pour la paix et la réconciliation n'est plus d'actualité contre 52 % de femmes qui sont du même avis. A l'opposé, pour 28 % de Maliens et 18 % de Maliennes cet Accord reste toujours d'actualité. Toutefois, trois femmes sur dix n'ont pu se prononcer.

Figure 27 : Actualité de l'APRM par niveau d'instruction



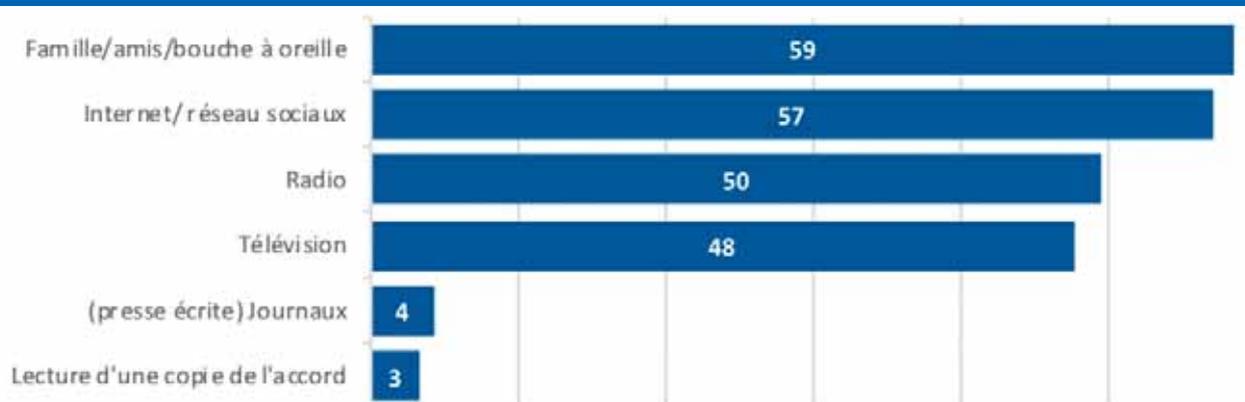
S3Q02. [Actualité de l'APRM] Pensez-vous que l'Accord est toujours d'actualité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation

Pour s'informer sur l'Accord pour la paix et la réconciliation, les Malien(ne)s utilisent principalement : le « bouche à oreille » (59 %), les réseaux sociaux ou l'internet (57 %), la radio (50 %) ou la télévision (48 %).

Figure 28 : Sources d'information sur l'Accord



S3Q03. [Sources d'information sur l'Accord] Quelle sont vos sources d'information sur l'Accord ?

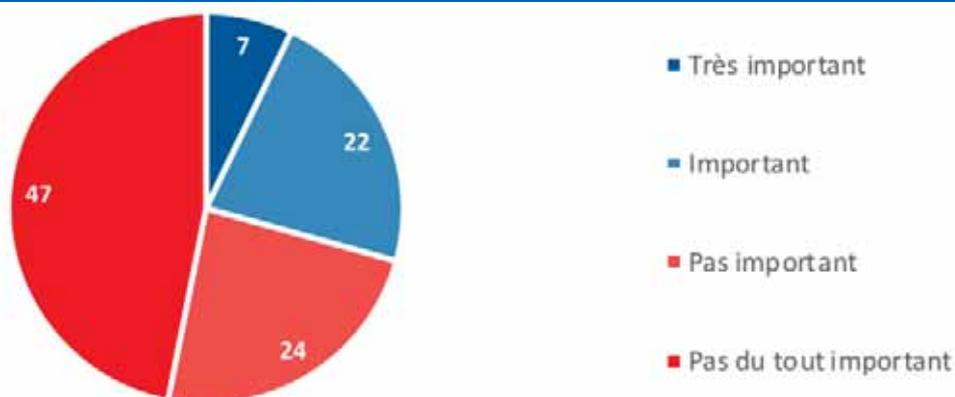
Réponses > 3 %, n = 2055

En comparaison avec les dernières années, les réseaux sociaux ou internet occupent une place plus importante devant la radio et la télévision, comme sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Niveau d'importance de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Aujourd'hui, sept Malien(ne)s sur dix (71 %) estiment que l'Accord pour la paix et la réconciliation ne revêt plus d'importance (47 % pas du tout important et 24 % pas important). En revanche, 23 % des Malien(ne)s trouvent que l'Accord pour la paix est toujours important et 7 % le trouvent très important.

Figure 29 : Importance de l'Accord

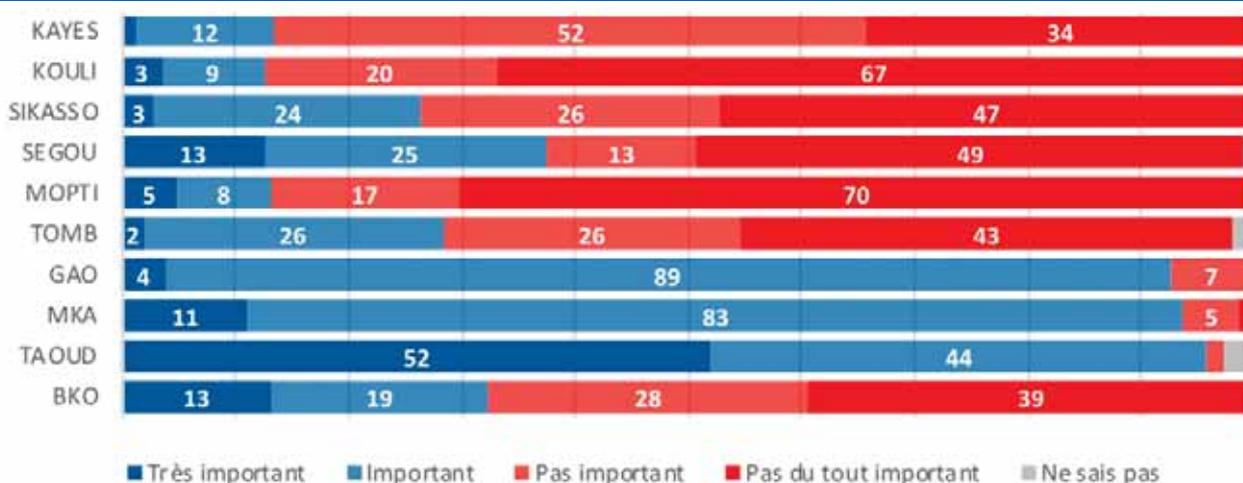


S3Q03A. [Importance de l'Accord] Selon vous, dans le contexte actuel, pensez-vous que l'Accord soit très important, important, pas important ou pas du tout important ?

Toutes les réponses, n = 2055

Dans les régions de Gao (93 %) et Ménaka (94 %), plus de neuf personnes sur dix trouvent que l'Accord pour la paix est toujours important. Dans les régions de Koulikoro (87 %), Kayes (87 %), Mopti (87 %) plus de quatre personnes sur cinq estiment que cet Accord n'a plus d'importance. Il en est de même dans la région de Sikasso (74 %) où sept personnes sur dix pensent que cet Accord n'est plus important. Aussi, dans les régions de Tombouctou (70 %) et de Bamako (68 %) plus de deux tiers des populations estiment que l'Accord pour la paix n'est plus important.

Figure 30 : Importance de l'Accord par région

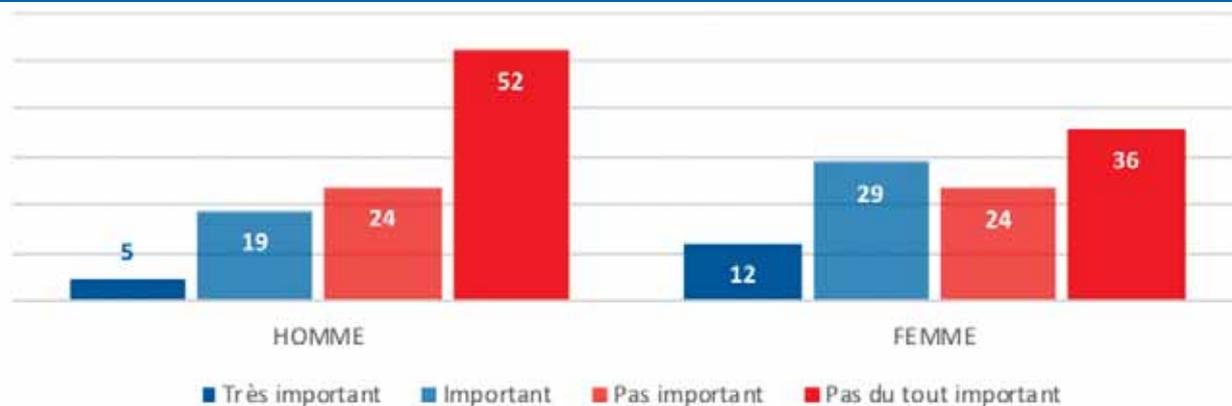


S3Q03A. [Importance de l'Accord] Selon vous, dans le contexte actuel, pensez-vous que l'Accord soit très important, important, pas important ou pas du tout important ?

Toutes les réponses, n = 2055

L'analyse suivant le sexe montre que l'Accord pour la paix et la réconciliation n'est plus important pour 76 % des Maliens et 53 % des Maliennes. Toutefois, 24 % des hommes estiment cet Accord important et 41 % de femmes partagent cette opinion.

Figure 31 : Importance de l'Accord par sexe



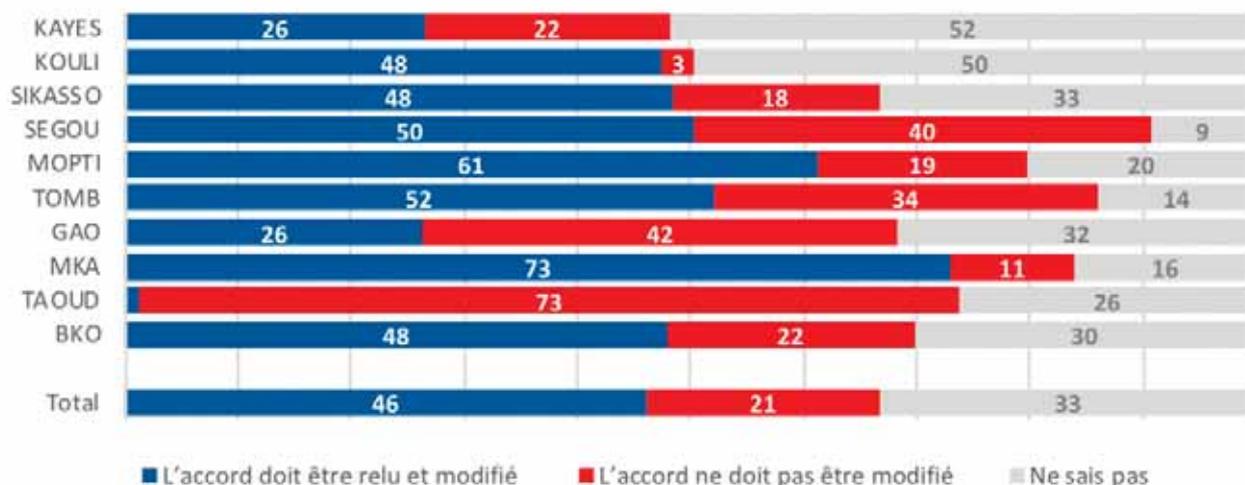
S3Q03A. [Importance de l'Accord] Selon vous, dans le contexte actuel, pensez-vous que l'Accord soit très important, important, pas important ou pas du tout important ?

Toutes les réponses, n = 2055

Relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation

L'analyse des résultats montre que pour plus de quatre Maliens sur cinq (46 %) l'Accord pour la paix et la réconciliation doit être relu et modifié de manière consensuelle, contre 21 % des Maliens pour qui l'Accord ne doit pas être modifié mais appliqué comme tel. Cependant, un tiers des Maliens n'ont pu se prononcer sur la relecture de l'Accord.

Figure 32 : Relecture intelligente de l'Accord



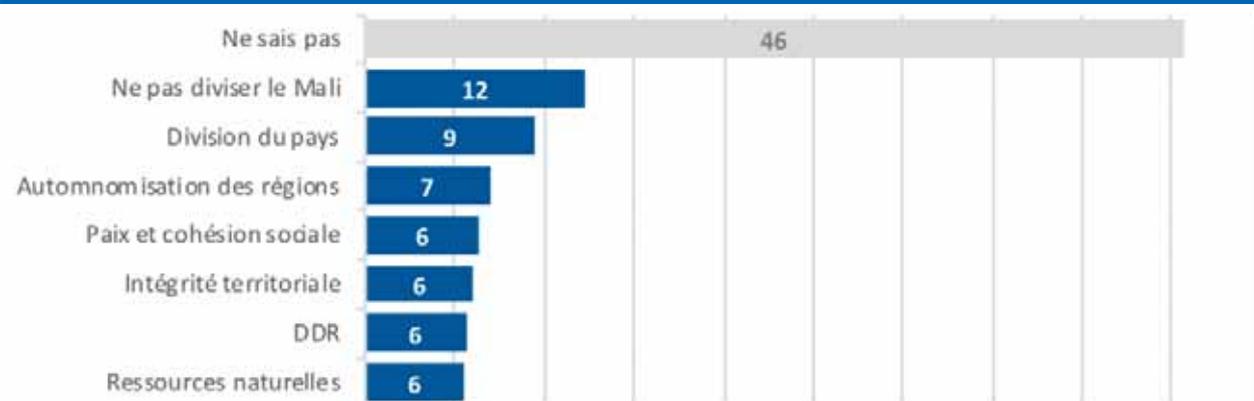
S3Q04. [Relecture intelligente de l'Accord] Aujourd'hui, on a deux opinions au Mali, certains pensent qu'on doit relire et modifier l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, et d'autres pensent que l'accord ne doit pas être modifié et qu'il doit être appliqué tel quel. Quelle opinion est plus proche de la vôtre ?

Toutes les réponses, n = 2055

Plus particulièrement dans la région de Taoudéni, plus de sept personnes sur dix (73 %) pensent que l'Accord pour la paix et la réconciliation ne doit pas être relu mais appliqué comme tel. Dans les régions de Gao (42 %) et Ségou (40 %) deux personnes sur cinq partagent cette opinion.

En revanche, dans la région de Ménaka, plus de sept personnes sur dix (73 %) estiment que l'Accord pour la paix et la réconciliation doit être relu et modifié de manière consensuelle. Il en est de même pour la région de Mopti où trois personnes sur cinq (61 %) et plus de la moitié des populations des régions de Tombouctou (52 %) et Ségou (50 %) sont favorables à une relecture consensuelle de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Figure 33 : Points de l'Accord à modifier



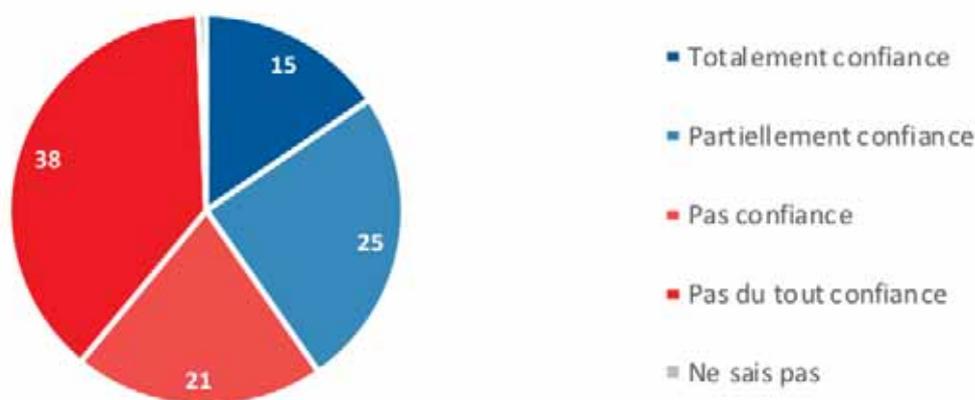
S3Q04A. [Points de l'Accord à modifier] Quels sont les points de l'accord qui doivent être modifiés ?
Pour les réponses « doit être relu » S3Q04, réponses > 5 %, n = 946

Toutefois, parmi ceux qui sont favorables à une relecture consensuelle de l'Accord, près de la moitié (47,5 %) n'a précisé aucun point à modifier dans l'Accord.

Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali

Dans l'ensemble, près de trois Maliens sur cinq (59 %) n'ont pas confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali contre deux personnes sur cinq (15 % totalement confiance et 25 % partiellement confiance) qui pensent le contraire.

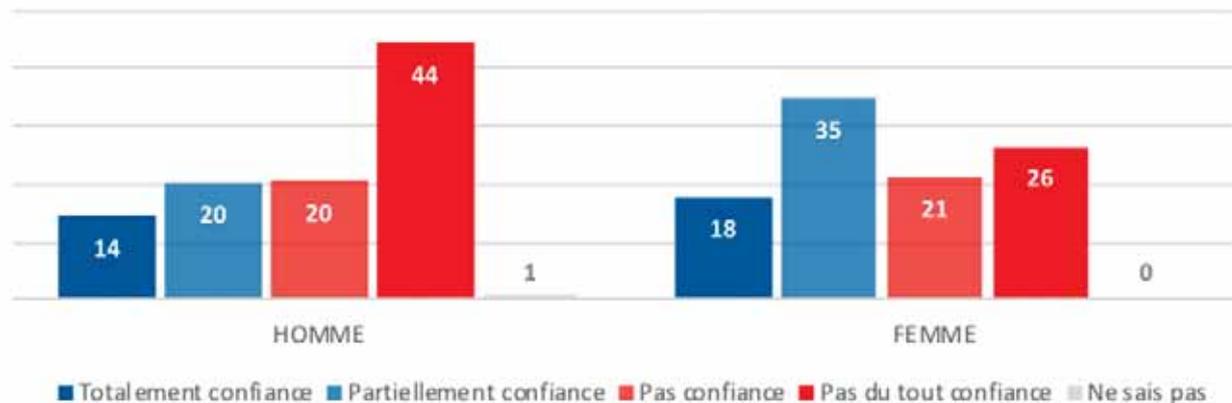
Figure 34 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité



S3Q05. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité au Mali.
Pour les réponses « bonne », « moyenne » et « faible » S3Q01, n = 755

Suivant le sexe, plus de la moitié des femmes (52 %) a confiance à l'Accord pour ramener la paix et la Sécurité au Mali ; les hommes partagent cette opinion à 34 %.

Figure 35 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par sexe

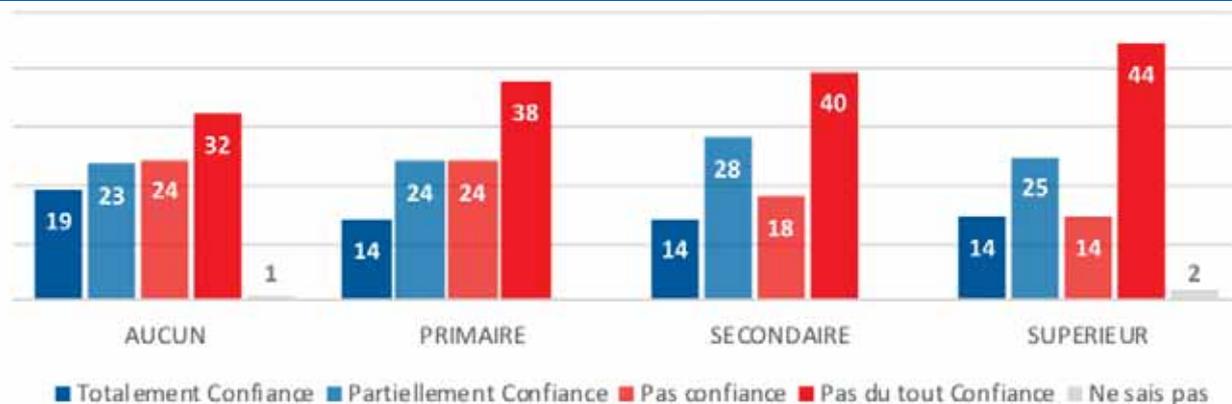


SS3Q05. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité au Mali

Pour les réponses « bonne », « moyenne » et « faible » S3Q01, n = 755

Le niveau de confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali diminue avec le niveau d'instruction. En effet, 43 % des Malien(ne)s n'ayant aucun niveau font confiance à l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali. Cette statistique est de 42 % et de 39 % chez ceux ayant le niveau secondaire ou supérieur, respectivement.

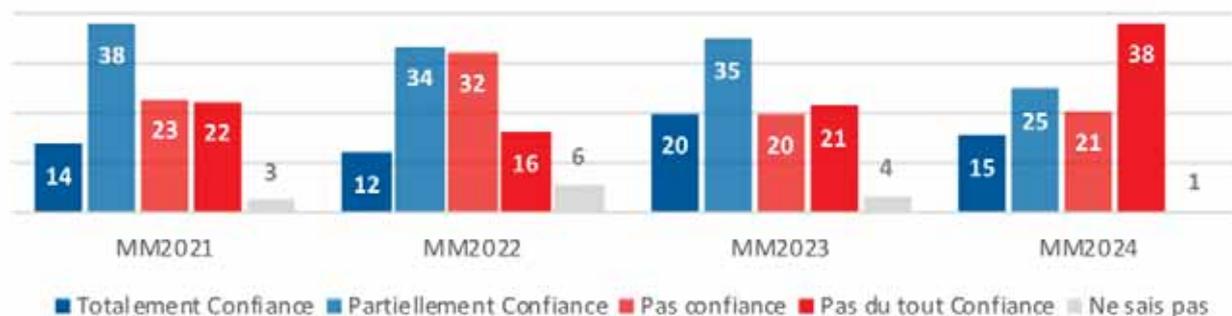
Figure 36 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par niveau d'instruction



SS3Q05. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité au Mali

Pour les réponses « bonne », « moyenne » et « faible » S3Q01, n = 755

Figure 37 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité - Comparaison



S3Q05. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité au Mali

Comparaison Mali-Mètre 2021 à 2024

Le niveau de confiance en l'Accord a globalement chuté au cours des cinq dernières années, passant de 50 % en 2019 à 40 % en 2024, soit un recul de dix points de pourcentage. Bien que l'Accord ait connu un regain de confiance en 2023, le niveau de confiance en l'Accord a diminué à la suite des récents événements passant de 55 % en 2023 à 40 % en 2024.

4. Situation sécuritaire dans le pays Perceptions et sentiments

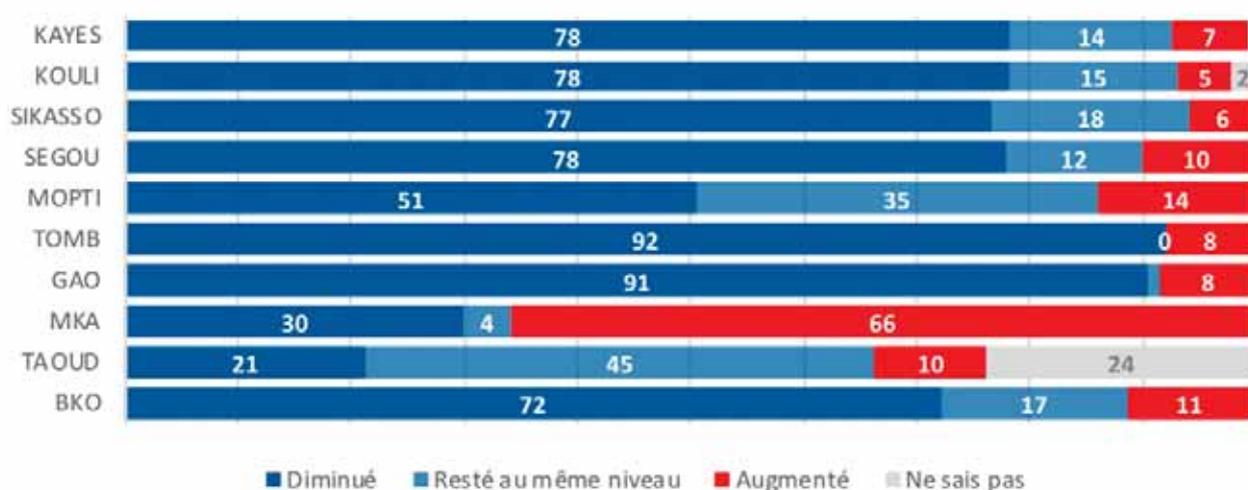
Résumé Chapitre 4

L'évaluation de la situation sécuritaire continue de présenter une image ambivalente. Alors que l'insécurité existante est toujours considérée comme le plus grand défi et la plus grande priorité pour le gouvernement, une grande partie des personnes interrogées voit une amélioration de la situation sécuritaire dans leur région. L'évaluation extrêmement positive des personnes interrogées contraste également avec les observations d'analyses indépendantes qui constatent une détérioration de la situation dans le pays. Un regard sur les régions révèle une évaluation plus négative de la situation sécuritaire dans le centre du pays où la perception s'est déplacée du nord.

Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois

Hormis la région de Ménaka où deux tiers des habitants soutiennent que le niveau d'insécurité a augmenté au cours des trois derniers mois, l'insécurité a diminué dans les autres régions. Dans les régions de Tombouctou (92 %) et de Gao (91 %), neuf personnes sur dix pensent que l'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois. Ce sentiment est partagé par plus de sept personnes sur dix dans les régions de Kayes (78 %), Koulikoro (78 %), Ségou (78 %), Sikasso (77 %), Bamako (72 %). Dans la région de Mopti, la moitié de la population estime que l'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois alors que la situation sécuritaire est restée inchangée pour 35 % de la population.

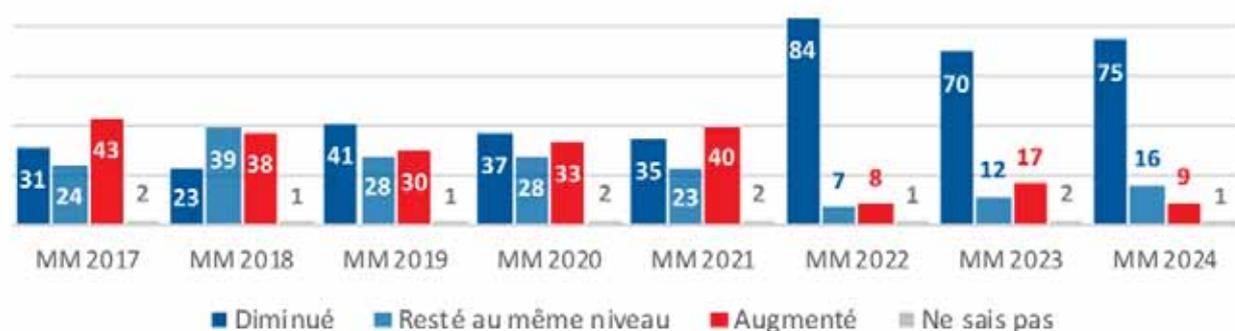
Figure 38 : Evolution du niveau de l'insécurité de la région



S4Q02. [Evolution du niveau de l'insécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ?
Toutes les réponses, n = 2055

La proportion de Malien(ne)s estimant que le niveau d'insécurité dans leurs régions a diminué a connu une progression de quatre points de pourcentage, passant de 70 % en 2023 à 75 % en 2024. Cependant, on note une amélioration de la situation sécuritaire dans les régions au cours des cinq dernières années. En effet, en 2019, 33 % des Malien(ne)s estimaient que l'insécurité était grande dans leurs régions contre 75 % en 2024, soit une progression de quarante points de pourcentage sur les cinq dernières années.

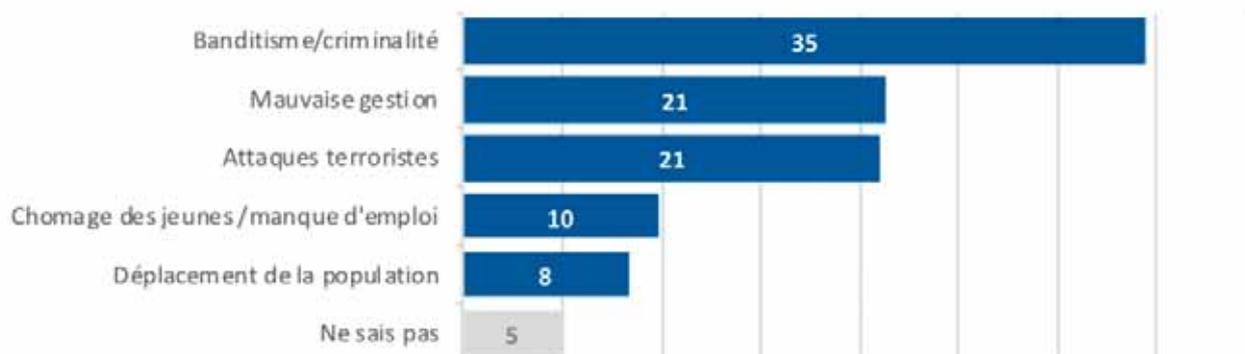
Figure 39 : Evolution du niveau de l'insécurité de la région - Comparaison



S4Q02. [Evolution du niveau de l'insécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ?
Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2024

Les principales raisons évoquées par ceux/celles qui soutiennent une augmentation de l'insécurité dans leur région sont : le banditisme ou la criminalité (35 %), la mauvaise gestion (21 %) et les attaques terroristes (21 %).

Figure 40 : Causes de l'augmentation du niveau d'insécurité



S4Q03. [Causes de l'augmentation du niveau d'insécurité] Selon vous, quelle sont les causes de cette augmentation d'insécurité ?

Pour réponses « augmenté » S4Q02, n = 179

A l'opposé, ceux/celles pour qui l'insécurité a diminué dans leur région, évoquent principalement la volonté des autorités à sécuriser le pays (90 %) et, dans une moindre mesure, le renforcement des forces de sécurité (7 %).

Figure 41 : Causes de la diminution du niveau d'insécurité



S4Q04. [Causes de la diminution du niveau d'insécurité] Selon vous, quelle sont les causes de cette augmentation d'insécurité ?

Pour réponses « diminué » S4Q02, n = 1534

Proposition de solutions de sortie de la situation d'insécurité

En guise de solution à l'insécurité, les enquêté(e)s proposent principalement : le renforcement de la sécurité (26 %), une étroite collaboration entre les populations et les forces armée malienne, FAMA (24 %), la multiplication des patrouilles (11 %). Toutefois, moins d'un Malien sur dix préconise un recrutement massif des jeunes dans l'armée (10 %) ou encore un dialogue consensuel (9 %) comme solution définitive de sortie de crise.

Figure 42 : Propositions de sortie de l'insécurité



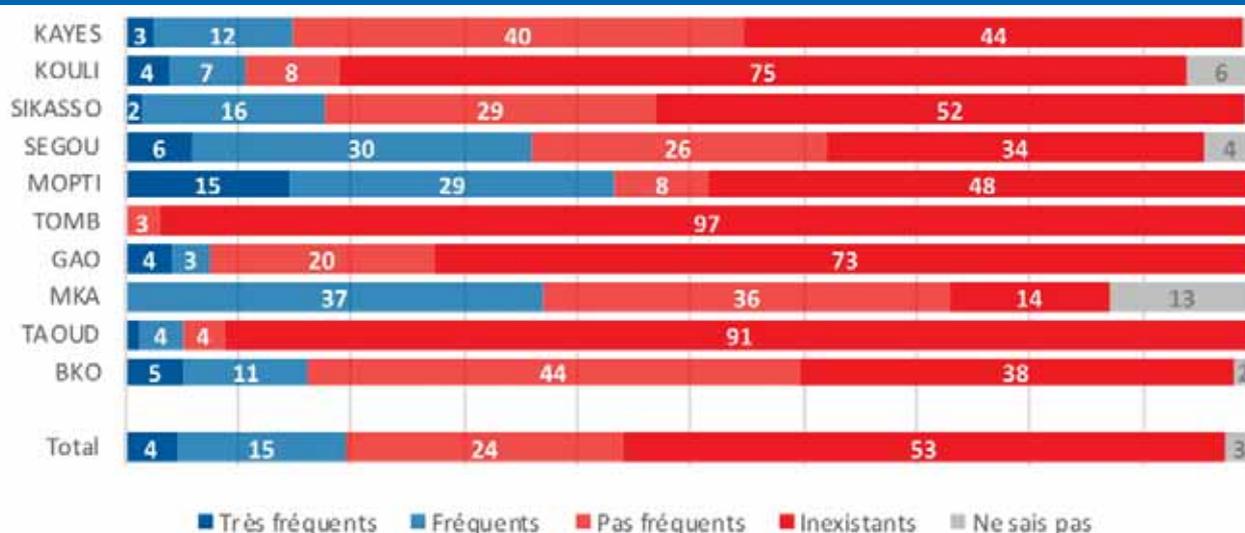
SS4Q05. [Propositions de sortie de l'insécurité] Selon vous quel est la meilleure solution pour résoudre définitivement le problème d'insécurité dans votre région ?

Réponses > 4 %, n = 2055

Fréquence des conflits inter et intracommunautaires

Dans les régions de Tombouctou (97 %) et de Taoudéni (91 %), les conflits inter et intracommunautaires sont inexistantes pour neuf personnes sur dix. Dans les régions de Koulikoro (75 %) et Gao (73 %), sept personnes sur dix partagent cet avis. Il en est de même pour la moitié des habitants de la région de Sikasso (52 %).

Figure 43 : Fréquence des conflits inter- ou intracommunautaires



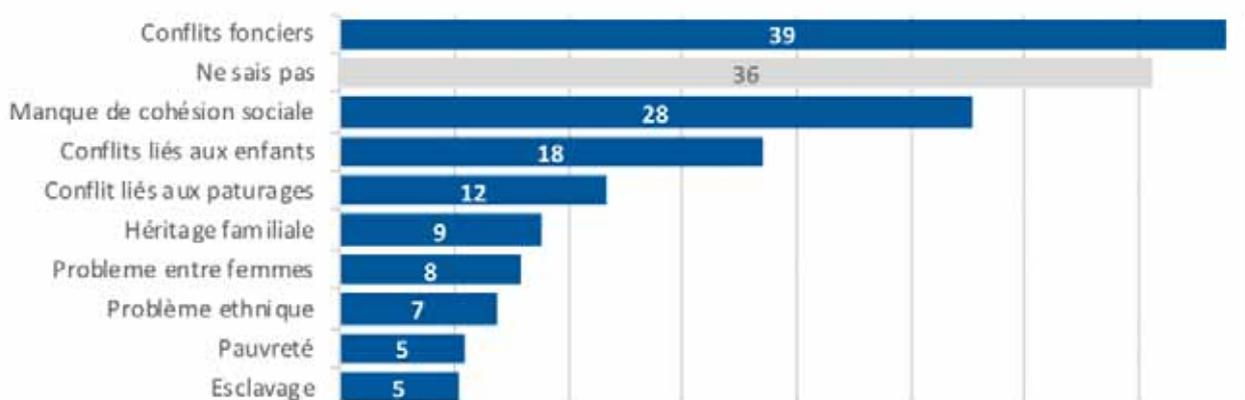
SS4Q06. [Fréquence des conflits inter- ou intracommunautaires] Pensez-vous que les conflits inter- ou intracommunautaires sont très fréquents, fréquents, pas fréquents ou inexistantes ?

Toutes les réponses, n = 2055

Cependant, dans la région de Ménaka, 37 % de la population estiment que les conflits inter et intra-communautaires sont fréquents. Cette statistique est de 30 % et de 29 % dans les régions de Ségou et Mopti, respectivement.

Bien que moins fréquents, les principales raisons qui justifient l'existence des conflits inter et intracommunautaires dans certaines régions sont : les problèmes fonciers (39 %), le manque de cohésion sociale (28 %), les disputes liées aux enfants (18 %). Les problèmes de pâturage sont des sources des conflits inter et intracommunautaires pour 12 % des Malien(ne)s et plus particulièrement dans la région de Ségou (31 %).

Figure 44 : Principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires



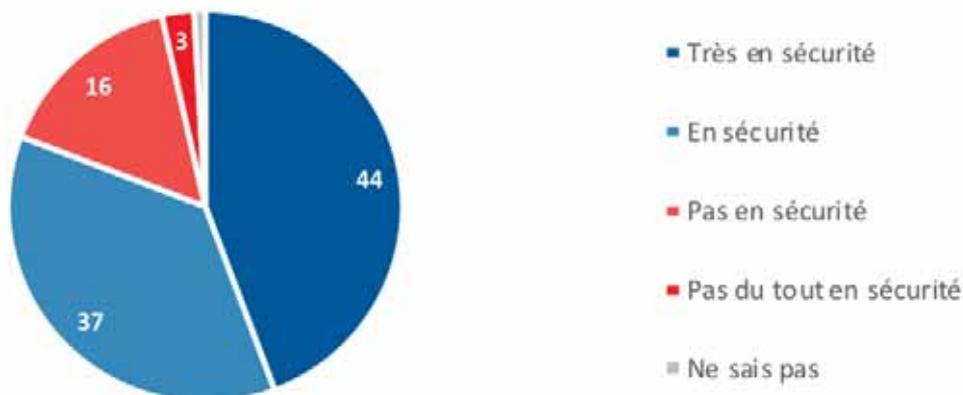
S4Q07. [Principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires] Selon vous, quelles sont les deux principales raisons des conflits inter- et intracommunautaires dans votre région ?

Pour réponses « très fréquents », « fréquents » et « pas fréquents » S4Q06, réponses > 5%, n = 904

Sentiment de sécurité en sortant seul(e) la nuit

Dans l'ensemble, quatre Malien(ne)s sur cinq se sentent en sécurité en sortant seul(e)s la nuit (44 % très en sécurité et 37 % en sécurité) contre 18 % de la population qui ne partagent pas ce sentiment de sécurité.

Figure 45 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »



S4Q08A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

L'analyse suivant les régions montre que dans la région de Tombouctou, la quasi-totalité de la population se sent en sécurité (44 % très en sécurité et 56 % en sécurité) en sortant seul(e) la nuit. Aussi, plus de quatre personnes sur cinq sont de cet avis dans les régions de Kayes (85 %), Koulikoro (86 %), Sikasso (89 %). Elles sont sept personnes sur dix à adhérer à ce sentiment dans les régions de Ségou (74 %) et de Bamako (72 %). Cette statistique est de 65 % et de 58 % dans les régions de Ségou et de Taoudéni, respectivement.

Tableau 1 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	51	61	48	41	35	44	5	2	8	29
En sécurité	34	25	40	33	30	56	74	56	50	44
Pas en sécurité	12	13	11	19	23	--	21	42	41	24
Pas du tout en sécurité	3	--	1	7	12	--	--	--	1	0
Ne sais pas	1	1		0	--	--	--	--	--	4

S4Q08A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

En revanche, dans les régions de Ménaka (42 %) et de Taoudéni (41 %), deux personnes sur cinq ne se sentent pas en sécurité en sortant seules la nuit.

Les résultats par sexe montrent que les hommes se sentent plus en sécurité en sortant la nuit que les femmes, 84 % des hommes pour 78 % de femmes.

Figure 46 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par sexe



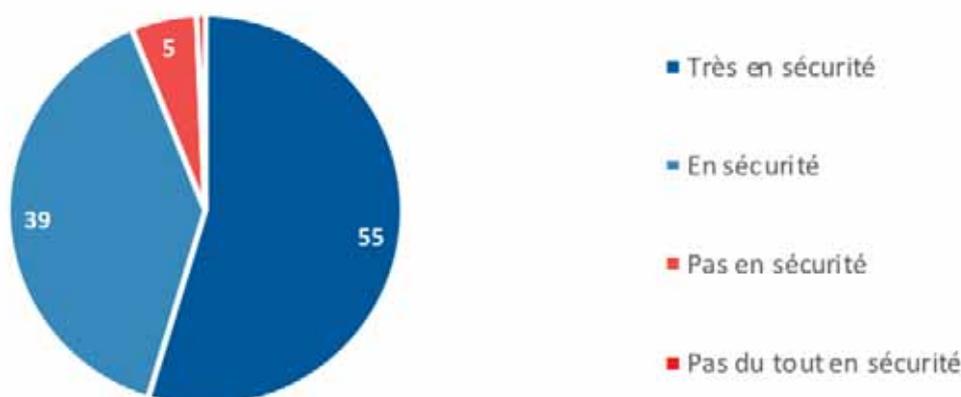
S4Q08A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Sentiment de sécurité en participant à un évènement social

Les résultats montrent que plus de neuf personnes sur dix se sentent en sécurité en participant à des évènements sociaux (55 % très en sécurité et 39 % en sécurité). On observe les mêmes tendances dans les régions de Kayes (94 %), Koulikoro (99 %), Sikasso (95 %), Ségou (93 %) et Bamako (92 %). Cette statistique est de huit personnes sur dix dans les régions de Mopti (85 %), Gao (87 %).

Figure 47 : Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social »



S4Q08B. [Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Dans la région de Taoudéni, plus de la moitié de la population se sent en sécurité en participant à des évènements sociaux (59 %) contre deux personnes sur cinq qui affirment le contraire.

Tableau 2 : Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social » par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	58	71	53	57	57	40	5	--	6	47
En sécurité	36	28	42	35	28	60	82	89	53	45
Pas en sécurité	5	1	5	6	13	--	13	11	40	7
Pas du tout en sécurité	1	--	--	1	2	--	--	--	1	1

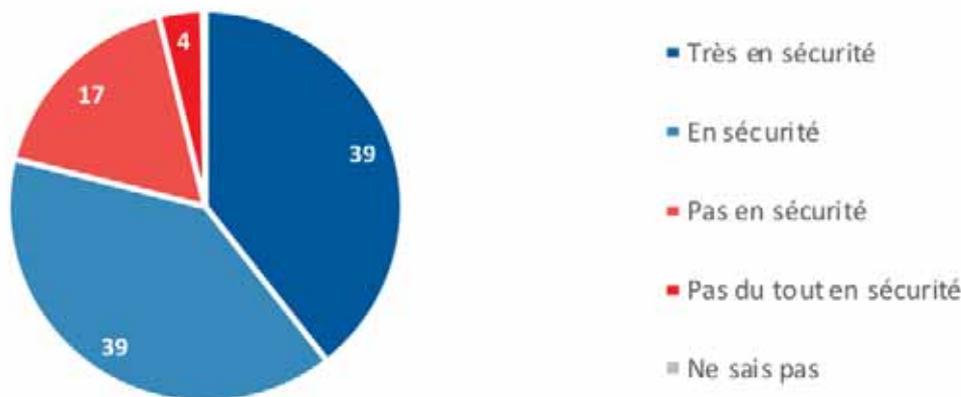
S4Q08B. [Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu

Les résultats montrent que plus de trois quarts des Malien(ne)s (79 %) se sentent en sécurité en quittant leur résidence pour se rendre à un autre lieu. Cependant, une personne sur cinq (21 %) ne se sent pas en sécurité en le faisant.

Figure 48 : Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »



S4Q08C. [Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Plus particulièrement dans les régions de Mopti (64 %) et Ménaka (61 %) plus de trois personnes sur cinq ne se sentent pas en sécurité en quittant leur domicile pour se rendre ailleurs. A l'opposé, dans la région de Sikasso, elles sont plus de neuf personnes sur dix (94 %). Cette statistique est de huit personnes sur dix dans les régions de Koulikoro (86 %), Ségou (88 %), Bamako (83 %).

Tableau 3 : Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu » par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	38	46	48	47	20	24	4	--	3	42
En sécurité	41	39	46	40	16	37	53	39	53	42
Pas en sécurité	17	14	5	10	42	38	43	39	43	16
Pas du tout en sécurité	4	--	1	2	22	1	--	22	3	1
Ne sais pas	0	1	--	--	--	--	--	--	--	--

S4Q08C. [Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

5. Mali et les acteurs impliqués dans la sécurisation du pays

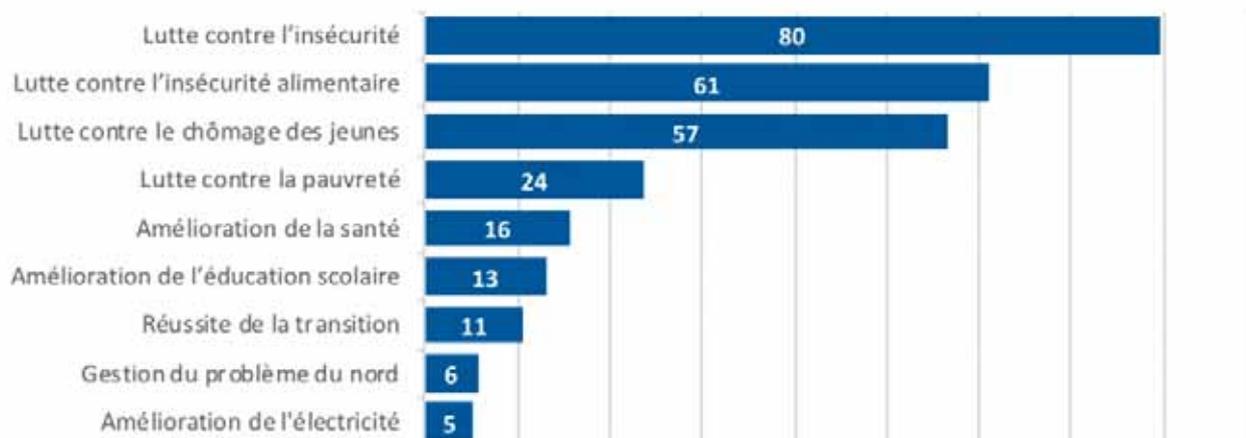
Résumé Chapitre 5

Une grande partie des personnes interrogées voit le retrait de la MINUSMA de façon favorable, le salue et s'attend à des changements positifs suite à cette situation. Cela est certainement dû à la confiance élevée accordée aux forces de sécurité maliennes et à son partenaire russe. Les autres acteurs de la sécurité et la société civile ont toujours du mal à être perçus comme importants par les personnes interrogées.

Attentes par rapport aux partenaires internationaux

Les trois principales attentes des citoyens malien(ne)s à l'égard des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (80 %), la lutte contre l'insécurité alimentaire (61 %) et la lutte contre le chômage des jeunes (57 %). Dans une moindre mesure, certain(e)s Malien(ne)s évoquent la lutte contre la pauvreté (24 %), l'amélioration de la santé (16%), l'amélioration de l'éducation scolaire (13 %), la réussite de la transition (11 %), la gestion du problème du nord (6 %) ainsi que l'amélioration de l'électricité (5 %).

Figure 49 : Attentes des Malien(ne)s des partenaires internationaux



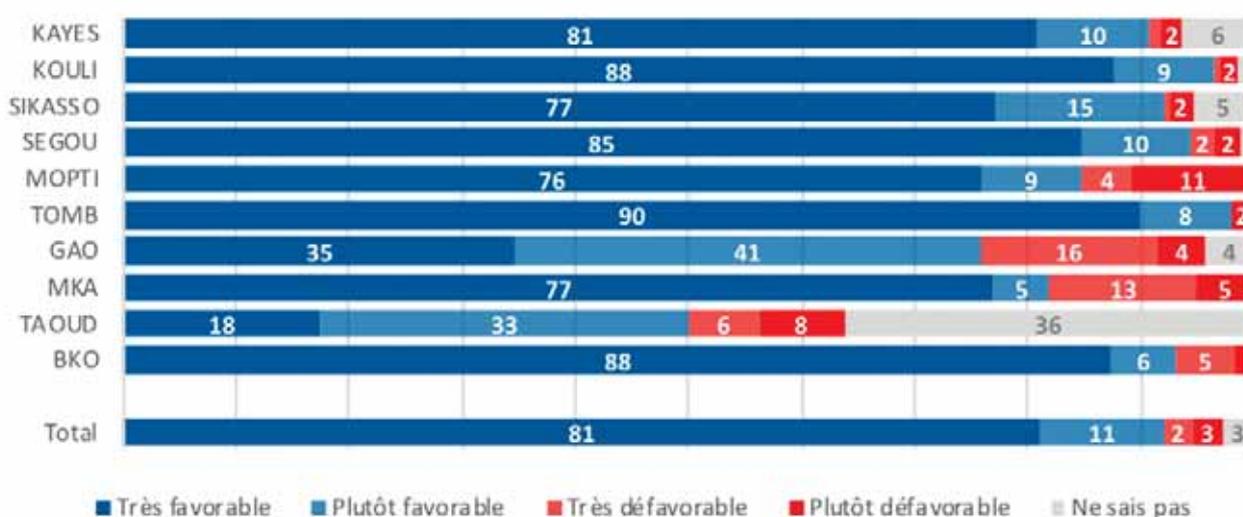
S4Q01. [Attentes des Malien(ne)s des partenaires internationaux] Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ?

Réponses > 5 %, n = 2055

Appréciation du départ de la MINUSMA

Dans l'ensemble, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont favorables au départ de la MINUSMA (81 % très favorable et 11 % plutôt favorable).

Figure 50 : Départ de la MINUSMA



S5Q01. [Départ de la MINUSMA] A quel niveau êtes-vous favorable au départ de la MINUSMA ? Êtes-vous globalement très favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou très défavorable au départ de la MINUSMA ?

Toutes les réponses, n = 2055

On observe les mêmes tendances dans la plupart des régions : Kayes (91 %), Koulikoro (97 %), Sikasso (92 %), Ségou (94 %), Tombouctou (98 %) et Bamako (93 %). Aussi, dans les régions de Mopti (85 %) et Ménaka (82 %), plus de quatre personnes sur cinq y sont favorables.

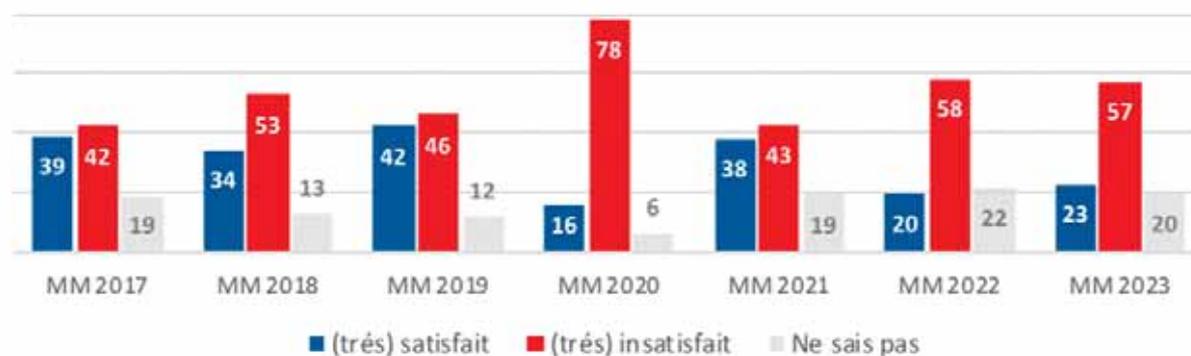
Cette opinion est partagée par trois quarts des citoyen(ne)s de la région de Gao (76 %).

Cependant, dans la région de Taoudéni, une personne sur deux est favorable au départ de la MINUSMA contre 13,8 % qui n’y sont pas favorables.

Toutefois, dans cette région, plus d’un tiers de la population n’a pu se prononcer. Contrairement à la tendance de ces dernières années, où la MINUSMA était perçue plus positivement là où elle était plus présente, toutes les régions montrent une satisfaction à l’égard de la déduction.

La vision positive du retrait de la MINUSMA n'est que partiellement surprenante si l'on considère la popularité de la MINUSMA au cours des dernières années. Depuis la deuxième année du processus de transition en particulier, la satisfaction à l'égard de la mission onusienne a fortement diminué.

Figure 51 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA – Comparaison des dernières années

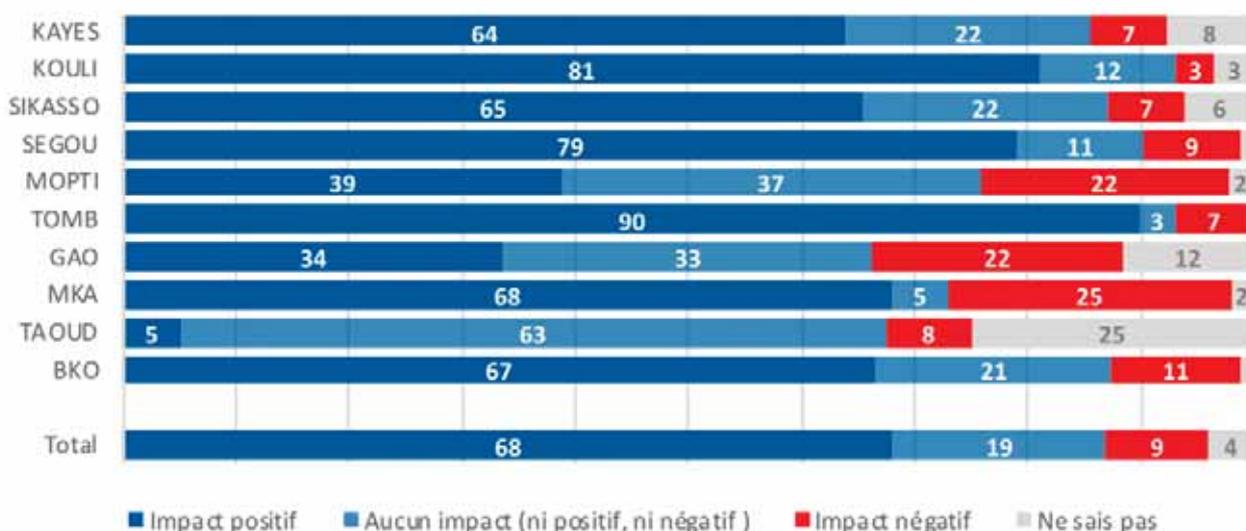


[Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ?
Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Appréciation de l'impact du retrait de la MINUSMA

Les résultats montrent que plus de deux tiers des Malien(ne)s (68 %) pensent que le départ de la MINUSMA aura un impact positif contre 9 % qui pensent le contraire. Cependant, 19 % des Malien(ne)s estiment que le retrait de la MINUSMA n'aura aucun effet.

Figure 52 : Impact du retrait de la MINUSMA

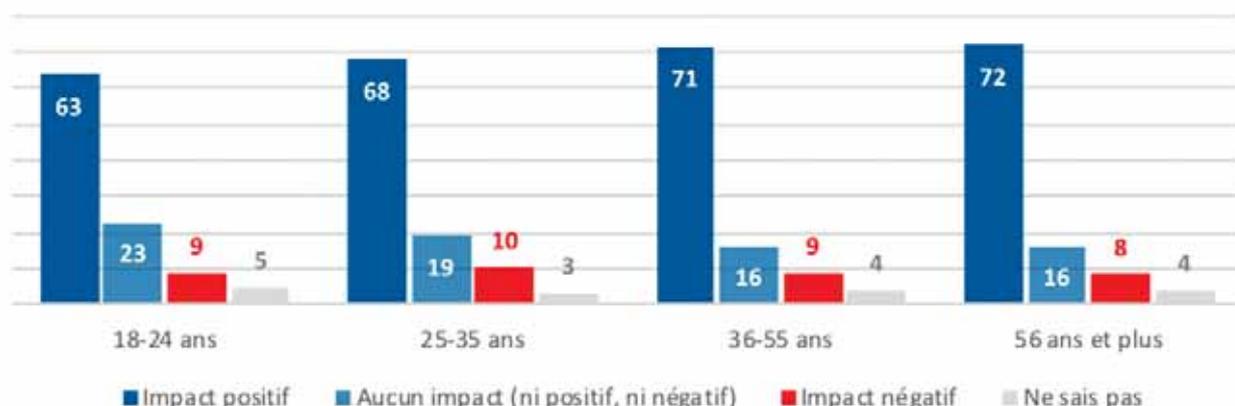


S5Q02. [Impact du retrait de la MINUSMA] Pensez-vous que le retrait de la MINUSMA aura un impact positif ou négatif ?

Toutes les réponses, n = 2055

Suivant les régions, neuf personnes sur dix dans la région de Tombouctou trouvent que le départ de la MINUSMA aura un effet positif ; dans les régions de Koulikoro (81 %) et Ségou (79 %), quatre personnes sur cinq partagent cette opinion. L'impact positif du départ de la MINUSMA est aussi partagé par plus de trois personnes sur cinq dans les régions de Sikasso (65 %), Ménaka (68 %) et Bamako (67 %). Cette statistique est relativement faible dans les régions de Mopti et Gao, 39 % et 34 % respectivement. Plus particulièrement, dans la région de Taoudéni, 5 % de la population estiment que le départ de la MINUSMA aura un impact positif, contre 8 % qui partagent un avis contraire.

Figure 53 : Impact du retrait de la MINUSMA par âge



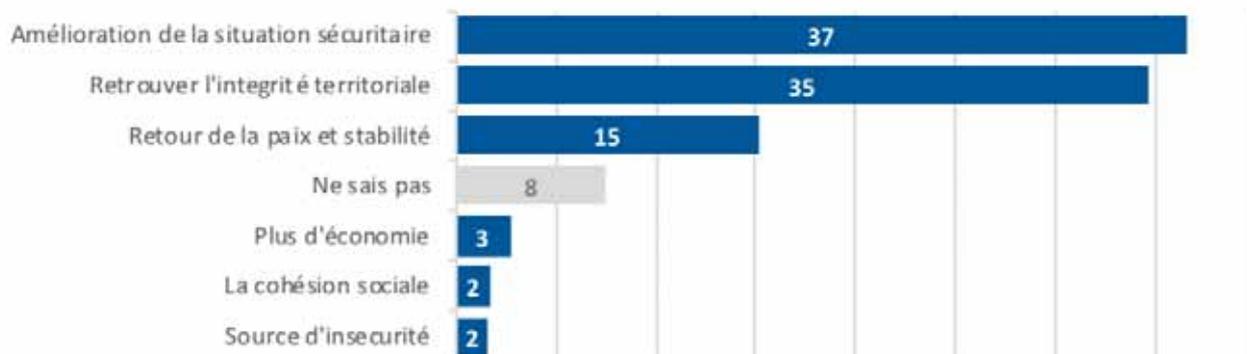
S5Q02. [Impact du retrait de la MINUSMA] Pensez-vous que le retrait de la MINUSMA aura un impact positif ou négatif ?

Toutes les réponses, n = 2055

Cependant dans cette région, plus de trois personnes sur cinq (62,5 %) estiment que le retrait de la MINUSMA n'aura aucun impact.

Les citoyens malien(ne)s pour qui le départ de la MINUSMA aura un impact positif, évoquent principalement : l'amélioration de la situation sécuritaire (37 %) ; la restauration de l'intégrité territoriale (15 %) ; le retour de la paix et la stabilité (15 %).

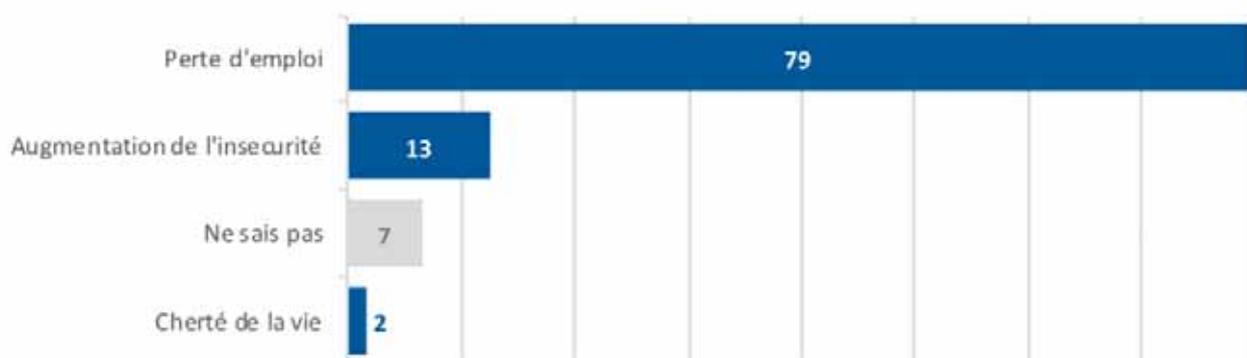
Figure 54 : Impact positif du départ de la MINUSMA



S5Q03A.[Impact positif du départ de la MINUSMA] Quel impact positif peut avoir le départ de la MINUSMA ?
Pour réponses « impact positif » S5Q02, n = 1399

En revanche, les principaux arguments de ceux qui pensent que le départ de la MINUSMA aura un impact négatif sont : la perte d'emploi (79 %) et l'augmentation de l'insécurité (13 %).

Figure 55 : Impact négatif du départ de la MINUSMA

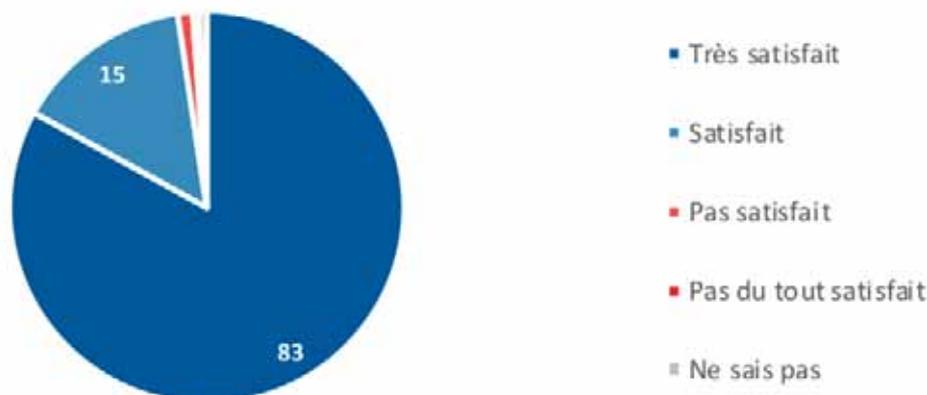


S5Q03A.[Impact positif du départ de la MINUSMA] Quel impact négatif peut avoir le départ de la MINUSMA ?
Pour réponses « impact negatif » S5Q02, n = 186

La coopération entre le Mali et la Russie

Les personnes interrogées sont globalement satisfaites de la coopération entre l'Etat malien et la Russie. En effet, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfait(e)s (83 % très satisfaits et 15 % plutôt satisfaits) de la coopération entre le Mali et la Russie. On observe les mêmes tendances dans presque toutes les régions sauf la région de Taoudéni où 71 % de la population sont satisfaits contre 23 % qui ne le sont pas.

Figure 56 : Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie

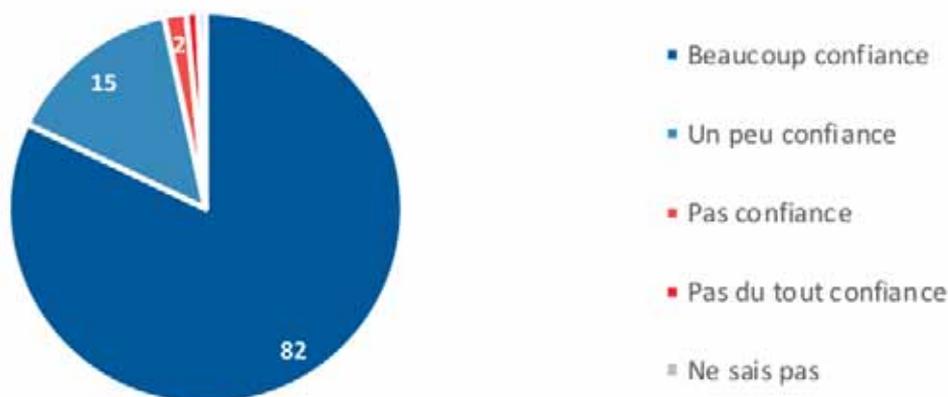


S5Q04. [Satisfaction de la coopération entre le Mali et la Russie] A quel niveau, êtes-vous satisfait de la coopération entre le Mali et la Russie pour la sécurisation du pays ?

Toutes les réponses, n = 2055

Plus de neuf Malien(ne)s sur dix (97 %) font confiance à la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale (82 % beaucoup confiance et 15 % un peu confiance). Comme le montre le tableau ci-dessous, hormis la région de Taoudéni, plus de neuf personnes sur dix ont confiance en la Russie dans ce sens. A Taoudéni, trois quarts (76 %) de la population font confiance à la Russie contre 20 % de la population qui n'adhèrent pas à cette thèse.

Figure 57 : Confiance en la Russie



S5Q05. [Confiance en la Russie] Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à lutter contre l'insécurité dans votre région ?

Toutes les réponses, n = 2055

Tableau 4 : Confiance en la Russie par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Beaucoup confiance	86	88	80	84	60	81	95	93	30	83
Un peu confiance	11	10	17	13	31	16	3	7	46	14
Pas confiance	1	1	2	2	6	1	1	--	11	2
Pas du tout confiance	--	--	--	1	3	--	1	--	9	2
Ne sais pas	1	1	--	--	--	2	--	--	4	--

S5Q05. [Confiance en la Russie] Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à lutter contre l'insécurité dans votre région ?

Toutes les réponses, n = 2055

Entendre parler d'EUCAP

Les résultats de cette enquête montrent que près de deux tiers (66 %) des Malien(ne)s n'ont pas entendu parler d'EUCAP. Toutefois, trois personnes sur cinq de la région de Ménaka (61 %) ont connaissance d'EUCAP et près de la moitié de la population de la région de Koulikoro (50 %) en a aussi connaissance.

Tableau 5 : Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO	Total
Oui	20	50	28	37	36	20	21	61	--	37	34
Non	80	50	72	63	64	80	79	39	100	63	66

S5Q6. [Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali] Avez-vous déjà entendu parler d'EUCAP Sahel Mali ?

Toutes les réponses, n = 2055

Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité

Dans l'ensemble, presque la quasi-totalité des citoyen(ne)s malien(ne)s (99 %) se disent satisfaits du travail des forces de sécurité. On observe les mêmes tendances dans l'ensemble des régions où plus de neuf personnes sur dix sont satisfaites du travail des forces de défense et de sécurité.

Figure 58 : Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité



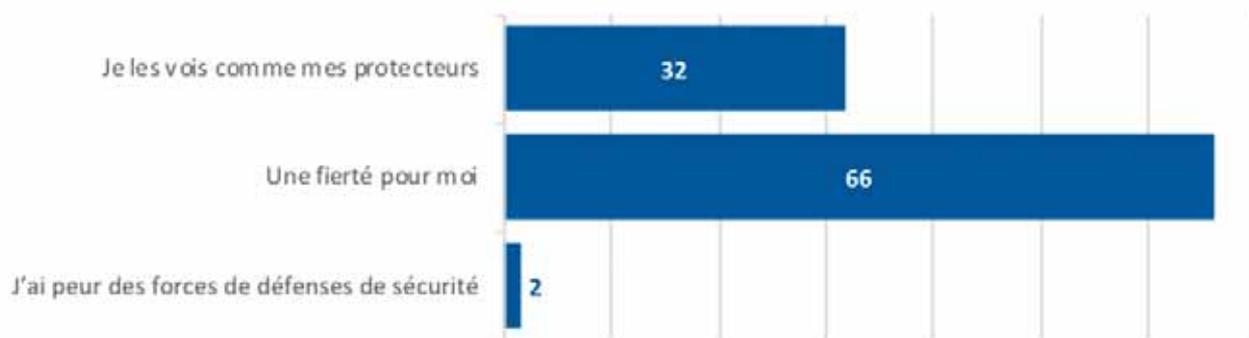
S5Q07. [Satisfaction avec les forces de défense et de sécurité] Quel est votre niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Les quelques citoyen(ne)s qui ne sont pas satisfait(e)s du travail des forces de défense et de sécurité, leur reprochent principalement de : Ne pas bien assurer leur fonction régalienne (9 personnes sur 13 ; percevoir des pots de vin (2 personnes sur 13).

Les Malien(ne)s portent deux principaux regards sur les forces de défense et de sécurité : fierté et protection. Les forces de défense et de sécurité représentent une fierté pour deux tiers des enquêté(e)s (66 %) et 32 % des Malien(ne)s voient en elles leurs protectrices. Parmi les quelques personnes interrogées qui ne sont pas satisfaites des forces de sécurité, la principale critique porte sur le fait que les FAMA ne remplissent pas leurs missions de manière satisfaisante.³ Ces deux sentiments à l'égard des forces de défense et de sécurité sont partagés par les citoyen(ne)s de l'ensemble des régions.

Figure 59 : Regard sur les forces de défense et de sécurité



S5Q09. [Regard sur les forces de défense et de sécurité] Quel regard principal portez-vous sur les forces de défense et de sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2055

Connaissance de la réforme du secteur de la sécurité

Les réformes en cours dans le secteur de la sécurité, au plan national depuis près d'une année, sont connues par un(e) Malien(ne) sur deux (50%). Cependant, ces réformes sont mieux connues des populations des régions de Koulikoro (75%), Ségou (63%), Ménaka (68%) où plus de trois personnes sur cinq en ont connaissance.

Tableau 6 : Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO	Total
Oui	36	75	47	63	30	37	3	68	--	43	50
Non	64	25	53	37	70	63	97	32	100	57	50

S5Q10. [Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité] Savez-vous qu'il y a eu une réforme du secteur de la sécurité en cours au niveau national ?

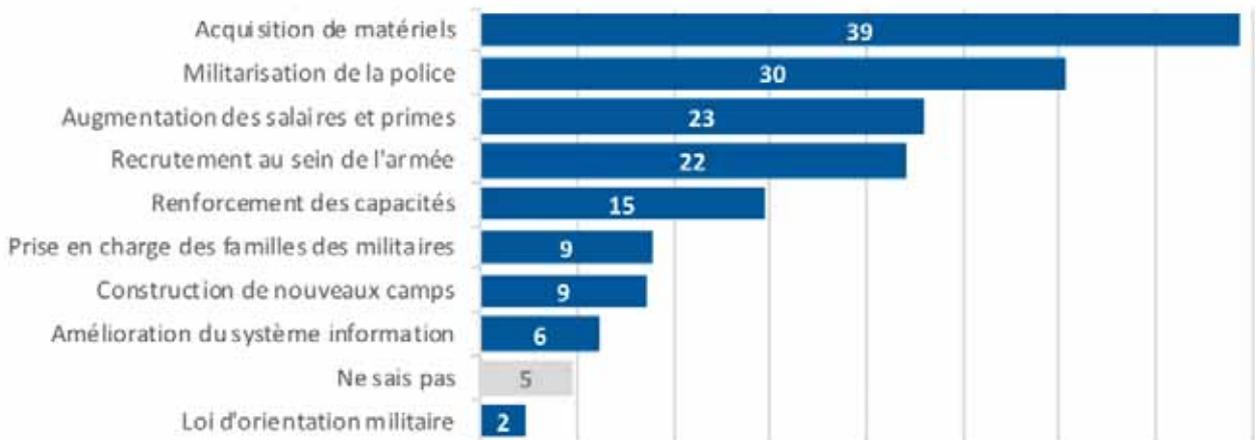
Toutes les réponses, n = 2055

L'analyse suivant le sexe montre que les hommes ont plus connaissance des réformes en cours dans le secteur de la sécurité : 61 % des hommes pour 38,8 % des femmes. De plus, la connaissance de ces réformes évolue positivement avec le niveau d'instruction : aucun (38 %), primaire (49 %), secondaire (54 %), supérieur (73 %).

De même, la connaissance des réformes dans le secteur de la sécurité évolue avec l'âge : 18-24 ans (45 %), 25-35 ans (51 %), 36-55 ans (52 %), 56 ans et plus (53 %).

³ Question S5Q08 aucune visualisation graphique.

Figure 60 : Contenu du processus RSS



S5Q11. [Contenu du processus RSS] Quelles sont les réformes du secteur e la sécurité qui ont retenu votre attention ?
Pour réponses « oui » S5Q10, n = 1024

Les Malien(ne)s qui ont connaissance des réformes en cours dans le secteur de la sécurité ont mentionné comme réformes : l'acquisition de matériels (39 %), la militarisation de la police (30 %), l'augmentation des salaires et des primes des militaires (23 %), le recrutement dans l'armée (22 %).

Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité

L'analyse des résultats montre que neuf Malien(ne)s sur dix estiment que la société civile peut contribuer à rapprocher les forces de défense et de sécurité (91 %) ou protéger les forces de défense et de sécurité (90 %). Aussi, plus de trois Malien(ne)s sur quatre estiment que la société civile peut influencer les décisions politiques (79 %).

Figure 61 : Implication de la société civile dans la RSS



S5Q12A-E. [Implication de la société civile dans la RSS] Selon vous, comment la société civile peut être impliquée dans la RSS ?

Pour réponses « oui » S5Q10, n = 1024

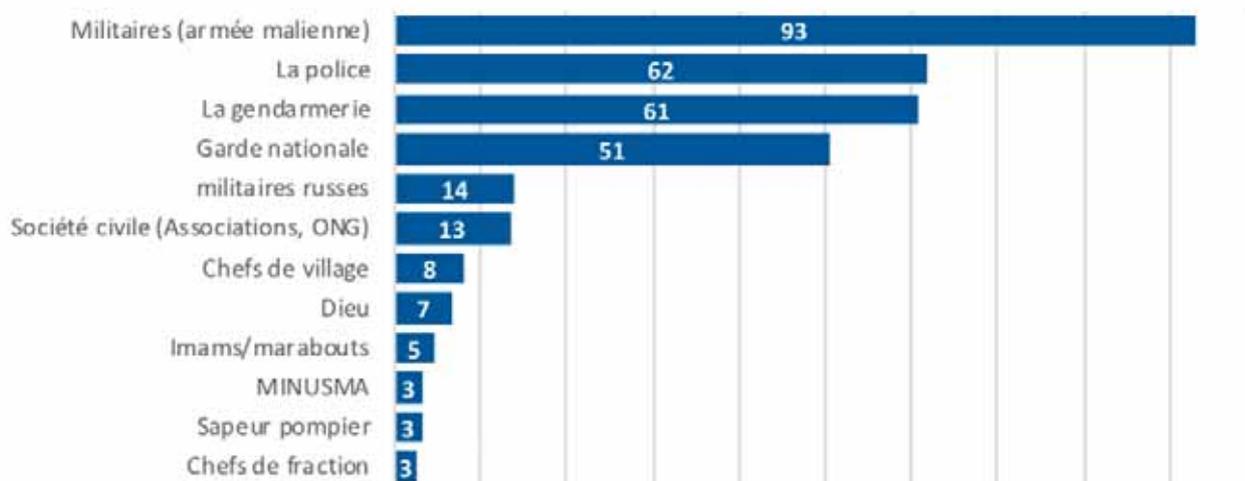
Il ressort des résultats que plus de trois Malien(ne)s sur cinq estiment que la société civile doit être informée des actions des forces de défense et de sécurité (64 %) et que 57 % des Malien(ne)s pensent que la société civile doit contrôler les actions des forces de défense et de sécurité.

En comparaison avec l'année dernière, on note une augmentation de proportions de Malien(ne)s pour qui la société civile peut contribuer à rapprocher les forces de défense et de sécurité (65 % en 2023 et 91 % en 2024) ; la société civile doit protéger les forces de défense et de sécurité (31 % en 2023 et 90 % en 2024) ; la société civile peut influencer les décisions politiques (19 % en 2023 et 79 % en 2024). Il en est de même des proportions de Malien(ne)s qui estiment que la société civile doit être informée des actions des forces de défense et de sécurité (40 % en 2023 et 64 % en 2024) ; doit contrôler les actions des forces de défense et de sécurité (18 % en 2023 et 57 % en 2024).

Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région

Les principaux acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour sécuriser leur région sont : les militaires/l'armée malienne (75 %), la police (74 %), la gendarmerie (61 %), la garde nationale (47 %). Hormis la région de Bamako, dans les autres régions, l'armée malienne est le principal acteur en qui plus de neuf personnes sur dix ont confiance pour sécuriser leurs régions. Elle est suivie de la garde nationale (91 %), de la gendarmerie (85 %), de la police (82 %) dans la région de Gao. Après l'armée malienne, 81 % de la population de Ménaka font confiance aux militaires russes pour sécuriser la région alors qu'à Taoudéni sept personnes sur dix placent leur confiance aux chefs de fractions (71 %) ou chefs de villages (70 %) pour sécuriser la région.

Figure 62 : Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région



S5Q13. [Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région] Quel sont les acteurs, en qui vous avez confiance pour la sécurisation de votre région ?

Toutes les réponses, n = 2055

6. Justice et bonne gouvernance

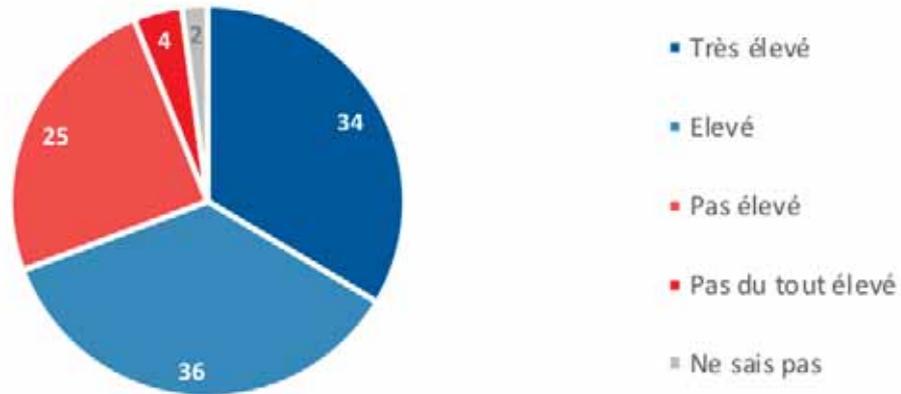
Résumé Chapitre 6

La confiance dans le système judiciaire malien et la perception de la corruption restent en grande partie inchangées. Bien que la confiance dans le système judiciaire malien soit légèrement plus élevée, les répondants continuent de le considérer comme un domaine où la corruption est élevée. Il en va de même pour l'impunité, qui est toujours considérée comme élevée.

Appréciation du niveau de corruption au Mali

L'analyse des résultats montre que la corruption est élevée pour près de sept Maliens sur dix (très élevée pour 34 % et élevée pour 36 %).

Figure 63 : Niveau de corruption



S6Q01. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit très élevé, élevé, pas élevé, pas du tout élevé ?

Toutes les réponses, n = 2055

Cependant, dans la région de Gao, plus de la moitié de la population pense que la corruption n'est pas élevée (pas élevée pour 54 % et pas du tout élevée pour 3 %) au Mali ; dans les autres régions, une grande majorité pense le contraire.

Figure 64 : Niveau de corruption - Comparaison



S6Q01. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit très élevé, élevé, pas élevé, pas du tout élevé ?

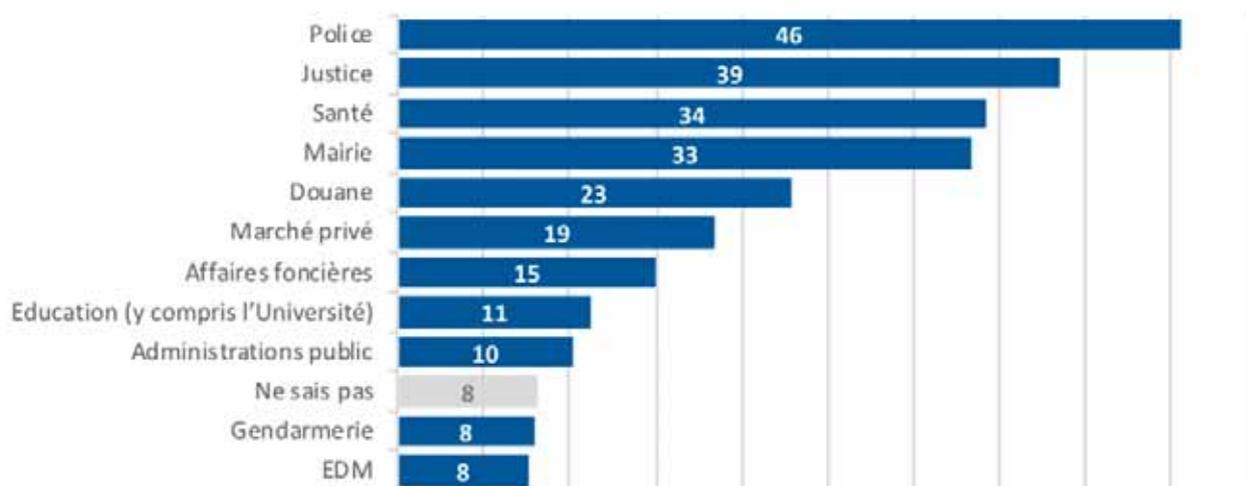
Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2024

Le niveau de corruption a considérablement diminué aux yeux des Maliens. En 2019, 96 % des Maliens soutenaient que la corruption est élevée au Mali contre 69 % en 2024, soit une diminution de plus de 25 points de pourcentage. Cette diminution est de 10 points de pourcentage, comparée à l'année dernière, 80 % en 2023 contre 69 % en 2024.

Domaines concernés par la corruption

Les principaux secteurs minés par le phénomène de la corruption sont : la police (46 %), la justice (39 %), la santé (34 %), la mairie (33 %), la douane (23 %). De plus, un(e) Malien(ne) sur dix estime que la corruption est présente dans les passations de marchés privés (19 %). Aussi, 15 % et 10 % des Malien(ne)s mentionnent respectivement le foncier et les administrations publiques comme des secteurs concernés par la corruption au Mali.

Figure 65 : Domaines concernés par la corruption



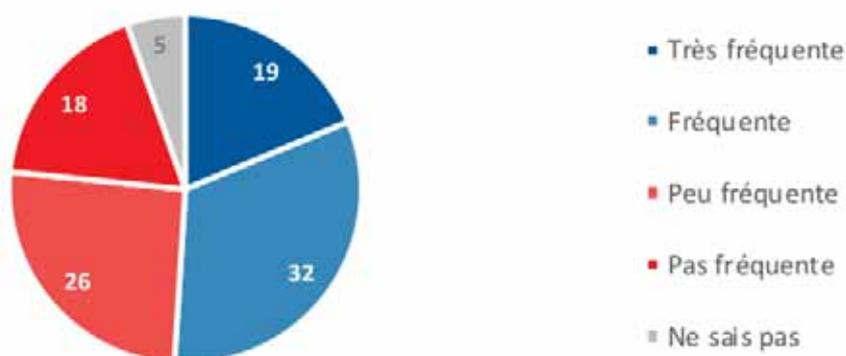
S6Q02. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quelle est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine ?

Réponses > 8 %, n = 2055

Fréquence de l'impunité au Mali

Un(e) Malien(ne) sur deux pense que l'impunité est fréquente au Mali (Très fréquente pour 19 % et fréquente pour 32 %) contre 44 % des Malien(ne)s qui pensent que l'impunité n'est pas fréquente (peu fréquente pour 26 % et pas très fréquente pour 18 %). La proportion de Malien(ne)s qui soutient que l'impunité est fréquente au Mali, est plus élevée dans les régions de Mopti (86 %), Kayes (58 %), Koulikoro (55 %), Ségou (50 %). En revanche, deux tiers des Bamakois (67 %) pensent que l'impunité n'est pas fréquente au Mali.

Figure 66 : Fréquence de l'impunité



S6Q03. [Fréquence de l'impunité] Concernant maintenant l'impunité au Mali, pensez-vous que l'impunité soit Très fréquente, Fréquente, Peu fréquente ou Pas fréquente) au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2055

Connaissances des mesures de lutte contre la corruption

Deux dispositions ont été citées par les Malien(ne)s comme mesure de lutte contre la corruption : l'implication de la justice (47 %), l'instauration des services de contrôle public (22 %). Il faut noter qu'un quart des Malien(ne)s n'a aucune connaissance des mesures de lutte contre la corruption.

Figure 67 : Mesures contre la corruption et l'impunité



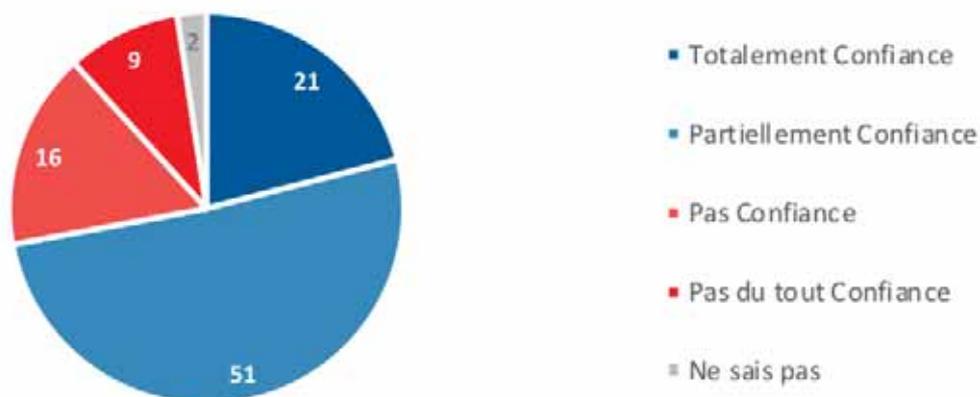
S6Q04. [Mesures contre la corruption et l'impunité] Quelle sont les mesures contre la corruption et l'impunité que vous connaissez ?

Toutes les réponses, n = 2055

Niveau de confiance en la justice malienne

Les résultats montrent que plus de sept Malien(ne)s sur dix font confiance à la justice malienne (21 % totalement confiance et 51 % partiellement confiance) contre un(e) Malien(ne) sur quatre qui n'a pas confiance (16 % pas confiance et 9 % pas du tout confiance) en la justice malienne.

Figure 68 : Confiance en la justice



S6Q05. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne. Diriez-vous que vous avez Totalement confiance, Partiellement confiance, Pas confiance ou Pas du tout confiance en la justice malienne ?

Toutes les réponses, n = 2055

Le niveau de confiance en la justice malienne ne s'est beaucoup amélioré au cours des dernières années, passant de 57 % en 2019 à 72 % en 2024, soit une augmentation de quinze points de pourcentage sur les cinq dernières années. Toutefois, on note une progression de dix-huit points de pourcentage par rapport à l'année dernière, 54 % en 2023 contre 72 % cette année.

Figure 69 : Confiance en la justice



S6Q05. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne. Diriez-vous que vous avez *Totalement confiance*, *Partiellement confiance*, *Pas confiance* ou *Pas du tout confiance* en la justice malienne ?

Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2024

Principales attentes par rapport à la justice malienne

Avoir une justice équitable est la principale attente des citoyen(ne)s malien(ne)s à l'égard de la justice malienne. Elle est mentionnée par 42 % des Malien(ne)s. S'en suivent une justice transparente et équitable (39 %), une justice incorruptible (29 %), une justice impartiale (20 %).

Figure 70 : Attentes par rapport à la justice



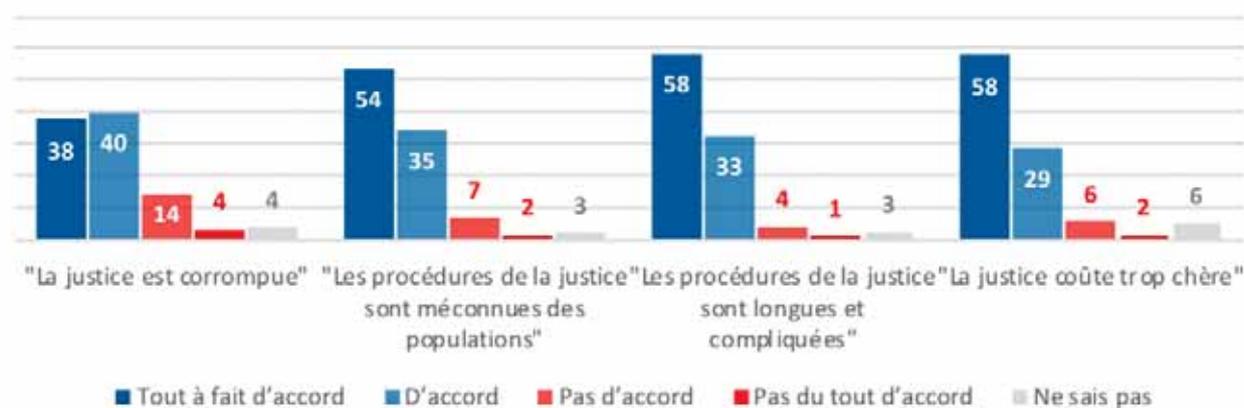
S6Q06. [Attentes par rapport à la justice] Quelles sont vos attentes par rapport à la justice ?

Réponses > 4 %, n = 2055

Appréciation de la justice malienne

En ce qui concerne l'opinion des Malien(ne)s sur la justice malienne, plus de trois quarts des Malien(ne)s pensent que la justice malienne est corrompue (38 % tout à fait d'accord et 40 % d'accord) ; quatre Malien(ne)s sur cinq approuvent l'opinion selon laquelle les procédures de la justice malienne sont méconnues des populations (54 % tout à fait d'accord et 35 % plutôt d'accord). De même, plus de neuf Malien(ne)s sur dix soutiennent l'idée selon laquelle les procédures judiciaires sont longues et compliquées (58% tout à fait d'accord et 33 % plutôt d'accord). Enfin, la justice malienne est jugée chère par quatre Malien(ne)s sur cinq (58 % tout à fait d'accord et 29 % plutôt d'accord).

Figure 71 : Opinions sur le système judiciaire



S6Q07A-D. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2055

7 ■ Perspectives

Résumé Chapitre 7

Le regard des Malien(ne)s interrogés est toujours aussi optimiste. Ceci est en accord avec les résultats des dernières années. La majorité des personnes interrogées ne considère pas comme réaliste la fin du processus de transition par des élections cette année. Les espoirs pour l'avenir restent inchangés par rapport aux dernières années, la clarification de la situation sécuritaire est le souhait le plus important des Malien(ne)s.

Appréciation de la décision du report des élections

L'analyse des résultats montre que plus de quatre Maliens sur dix (87 %) approuvent la décision de reporter les élections contre 8 % qui estiment qu'il s'agit d'une mauvaise décision.

Figure 72 : Opinion sur le report des élections



S7Q01. [Opinion sur le report des élections] A quel niveau appréciez-vous le report des échéances électorales au Mali ? Pensez-vous que ce soit une bonne décision ou une mauvaise décision ?

Toutes les réponses, n = 2055

Toutes les régions ont un regard majoritairement positif sur le report des élections. Les régions de Kayes et de Mopti sont les plus critiques à l'égard du report. Ici, respectivement 14 % et 15 % des personnes interrogées affirment que le report n'est pas une bonne idée.

Tableau 7 : Opinion sur le report des élections par région

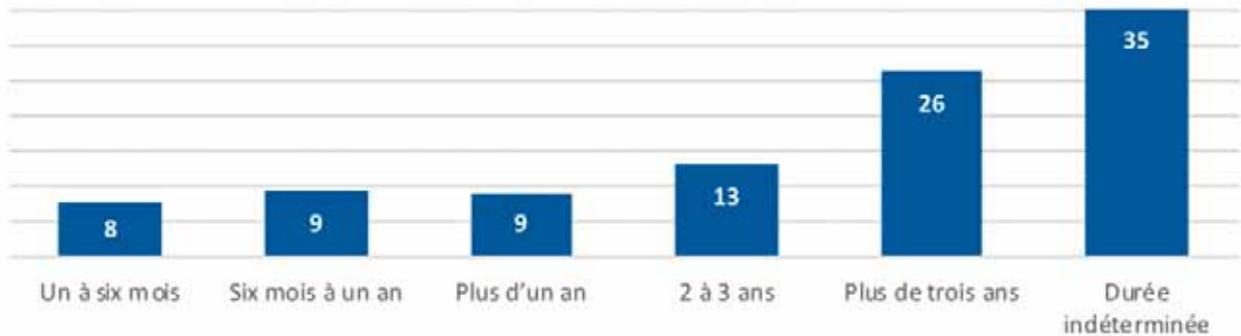
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Bonne décision	82	89	90	89	81	100	69	100	83	87
n'ai pas d'avis	3	6	3	6	4	--	22	--	15	4
Mauvaise décision	15	5	7	5	14	--	8	--	3	8
Ne sais pas	1	--	--	--	--	--	--	--	--	--

S7Q01. [Opinion sur le report des élections] A quel niveau appréciez-vous le report des échéances électorales au Mali ? Pensez-vous que ce soit une bonne décision ou une mauvaise décision ?

Toutes les réponses, n = 2055

Bien que les Malien(ne)s soient favorables à cette décision de reporter les élections, plus d'un tiers de ceux/celles qui sont favorables au report n'ont pas pu se prononcer sur la durée exacte de ce report. Cependant, un quart des Malien(ne)s (26 %) estime que le report devrait durer plus de trois ans et un(e) Malien(ne) sur dix (13 %) propose une durée de deux à trois ans pour le report des élections. Toutefois, pour près d'un tiers des personnes interrogées (26 %), le report ne doit pas dépasser deux ans.

Figure 73 : Quel report des élections

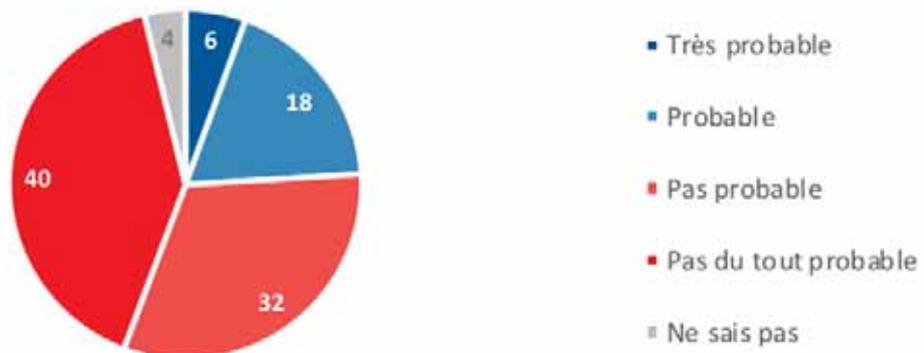


S7Q02. [Quel report des élections] A combien de temps souhaitez-vous le report des échéances électorales ?
Toutes les réponses, n = 2055

Les futures élections

Quant à la tenue effective des élections en 2024, sept Malien(ne)s sur dix pensent que cela improbable (32 % peu probable et 40 % pas du tout probable). En revanche, près d'un quart des Malien(ne)s pense que les élections se tiendront en 2024 (6 % très probable et 18 % probable).

Figure 74 : Probabilité des élections en 2024

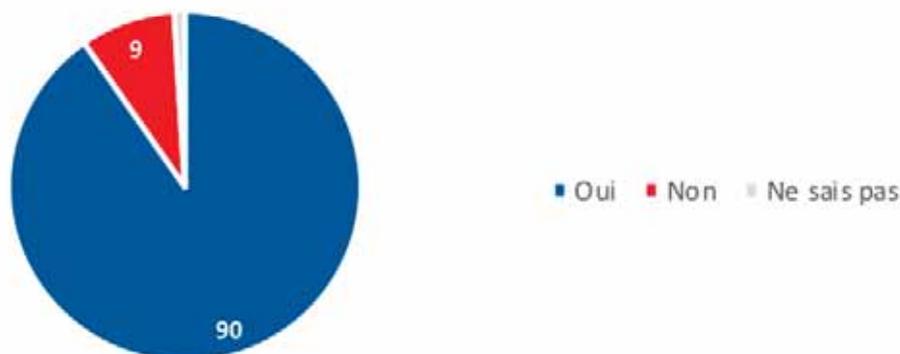


S7Q03. [Probabilité des élections en 2024] Indépendamment de votre souhait, à quel degré pensez-vous qu'il soit probable que le gouvernement organise les élections en 2024 ?

Toutes les réponses, n = 2055

L'improbabilité d'une élection en 2024 n'empêche pas les personnes interrogées d'exprimer leur volonté de voter. Plus de neuf Malien(ne)s sur dix (90 %) ont l'intention de voter aux prochaines échéances électorales contre 9 % qui ne comptent pas voter. On observe les mêmes tendances dans presque toutes les régions. Cependant, dans la région de Mopti, 19 % des citoyens n'ont pas l'intention de voter aux prochaines élections.

Figure 75 : Intentions de vote aux prochaines élections



S7Q04. [Intentions de vote aux prochaines élections] Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ?
Toutes les réponses, n = 2055

Pour le choix d'un candidat à la prochaine présidentielle, les critères que les Malien(ne)s jugent importants sont : la confiance et la crédibilité du candidat (68 %) ; un patriote (44 %) ; le programme de développement proposé par le candidat (25 %).

Figure 76 : Critères de choix d'un(e) candidat(e)



S7Q05. [Critères de choix d'un(e) candidat(e)] Selon vous, pour l'élection présidentielle à venir, quels doivent être les trois principaux critères qui détermineront votre choix de vote pour un(e) candidat(e) ?
Toutes les réponses, n = 2055

Projection du Mali dans les six prochains mois et l'avenir

Dans l'ensemble, plus de neuf Malien(ne)s sur dix (95 %) pensent que la situation générale du pays va s'améliorer au cours des six prochains mois. On observe la même tendance dans presque toutes les régions, hormis celle de Taoudéni. En effet, dans cette région, trois personnes sur cinq estiment que la situation générale du pays s'améliorera au cours des six prochains mois alors qu'un tiers pense que la situation du pays restera inchangée les six mois à venir.

Figure 77 : Projection du Mali dans 6 mois



S7Q06. [Projection du Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ?

Toutes les réponses, n = 2055

Les perspectives les plus positives pour les six prochains mois correspondent aux réponses données lors des deux dernières enquêtes. Ici aussi, la majorité de la population a exprimé de grands espoirs d'amélioration de la situation.

Figure 78 : Projection du Mali dans 6 mois - Comparaison



S7Q06. [Projection du Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ?

Toutes les réponses, n = 2055

En regardant la situation actuelle du pays, quatre Malien(ne)s sur cinq (87 %) estiment que leurs enfants auront des niveaux de vie meilleurs qu'eux. Alors que 5 % de Malien(ne)s estiment que les enfants auront un même niveau de vie qu'eux à l'avenir et 6 % pensent que le niveau de vie des enfants sera moindre.

Figure 79 : Confiance en l'avenir



S7Q07. [Confiance en l'avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ?

Toutes les réponses, n = 2055

Le constat est très similaire dans les différentes régions du Mali. La plupart des répondants envisagent l'avenir de manière positive. Les personnes interrogées de Ségou sont les moins optimistes. Ici, 12 % indiquent qu'ils voient une détérioration de la qualité de vie de leurs enfants.

Tableau 8 : Confiance en l'avenir par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Bonne	1,5	0,8	0,9	2,6	3,4	3,0	--	5,0	12,5	8,1
Moyenne	9,2	7,3	5,1	11,9	18,0	7,0	3,2	33,0	43,8	13,3
Faible	19,5	15,0	25,8	36,2	25,8	43,0	25,3	43,0	35,0	18,5
Aucune	61,0	75,6	65,2	47,8	50,6	47,0	71,6	19,0	8,8	59,3
Ne sais pas	8,8	1,3	3,0	1,5	2,2	--	--	--	--	0,8

S7Q07. [Confiance en l'avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ?

Toutes les réponses, n = 2055

Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir

Les souhaits des Malien(ne)s sont relatifs au retour de la paix et de la sécurité (74 %) ; à l'emploi pour les jeunes (52 %) ; à de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire dans le pays (45 %) ainsi qu'à la relance de l'économie (27 %).

Dans une moindre mesure, 15 % des Malien(ne)s souhaitent un meilleur système éducatif (16 %), la fin de la pauvreté (15 %), un meilleur accès aux soins de santé (15 %).

Figure 80 : Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir



S7Q08. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ?

Toutes les réponses, n = 2055

Conclusion et tendances

L'édition de cette année du Mali-Mètre présente de nouvelles tendances et de nouveaux courants. Il s'agit des suivantes.

Les défis persistent : les défis auxquels sont confrontés les Malien(ne)s n'ont que peu évolué au cours des dernières éditions du Mali-Mètre. Malgré les prétendus succès du gouvernement de transition, les problèmes restent importants. A cela s'ajoute cette année la situation désastreuse de l'approvisionnement en électricité, dénoncée par de nombreuses personnes qui se retrouvent parmi les problèmes les plus importants. La pénurie d'électricité mérite une attention particulière de la part des autorités eu égard à son fort impact sur l'activité économique, surtout dans le secteur informel.

Satisfaction des acteurs de la Transition : les acteurs de la transition sont accrédités d'un fort taux de satisfaction de la part des personnes enquêtées, surtout le président de la Transition. Il est suivi du gouvernement de transition et du Conseil national de transition. La société civile est bien présente dans ce classement. Toutefois, cette satisfaction n'est pas soutenue par des raisons claires et intervient à un moment où les espaces civils mais aussi les opinions critiques sont de plus en plus réduites.

Le retrait de la MINUSMA est jugé positif : après 10 ans dans le pays, la mission des casques bleus a peu d'amis au Mali. Une grande partie des personnes interrogées salue le retrait et s'attend à une amélioration de la situation maintenant que la mission n'est plus sur place. Les conséquences à long terme du retrait, notamment sur le marché du travail, ne pourront être évaluées qu'avec le prochain Mali-Mètre.

Pas d'attente pour les élections : les personnes enquêtées approuvent la décision des autorités de la transition de reporter les élections. La majorité d'entre elles se prononcent en faveur d'un report significatif des élections. Cela pourrait s'expliquer par le fait que peu de personnes s'attendent à voir des élections cette année.

IV. Approche méthodologique

Population et technique d'échantillonnage

La population cible est l'ensemble des personnes âgées de 18 ans ou plus qui se trouvent dans les capitales régionales ou dans le District de Bamako au moment de l'enquête, hormis la ville de Kidal. En effet, en raison de la montée de la violence dans la région de Kidal et à un déplacement massif de la population, l'enquête n'a pas concerné la région de Kidal pour cette édition.

Le sondage est donc représentatif au niveau des capitales régionales et du district de Bamako. Dans l'interprétation des données, « la population, les citoyens ou mêmes les malien(ne)s » font référence à l'ensemble de la population des capitales régionales et du district de Bamako.

La taille de l'échantillon est fixée suivant la formule d'estimation d'une proportion. Cependant, la taille finale de l'échantillon tient compte de deux autres aspects :

- ***l'ajustement des régions à faible poids*** : Certaines régions comme Ménaka et Taoudéni auront des tailles un peu trop faibles lorsqu'on applique une répartition proportionnelle de l'échantillon entre les régions ; il faut donc un ajustement positif en faveur des régions à faible poids ;
- ***l'anticipation de la non-réponse*** : Un des aspects importants des enquêtes par sondage est l'anticipation de la non-réponse. A titre d'exemple, si nous partons exactement sur la base de 1000 personnes à enquêter, il est probable qu'à la fin des opérations de terrain qu'on ait moins de 1000 questionnaires (questionnaires incomplets, questionnaires mal remplis, etc.). Pour éviter cela, nous avons procédé à une majoration d'environ 5 % de la taille de l'échantillon initial.

La formule de la taille de l'échantillon pour l'estimation d'une proportion se présente comme suit :

$$n = \frac{p(1-p)t_{\alpha}^2}{d^2}$$

où :

p : est la proportion de la principale variable recherchée. Eu égard à la formule précédente, fixer le P à 50 % correspond à la taille maximale de l'échantillon que l'on doit tirer ;

t_{α} : est égale à 2.326 pour α fixé avec un seuil de 98 % (test bilatéral) ;

d : niveau de précision de P , ici fixé à 2,85 %.

Ceci donne une taille initiale de 1666 personnes à enquêter. La taille finale de l'échantillon est fixée à 1990 (exactement 1989). Cette taille tient compte de l'ensemble des préoccupations soulignées pour la répartition de l'échantillon.

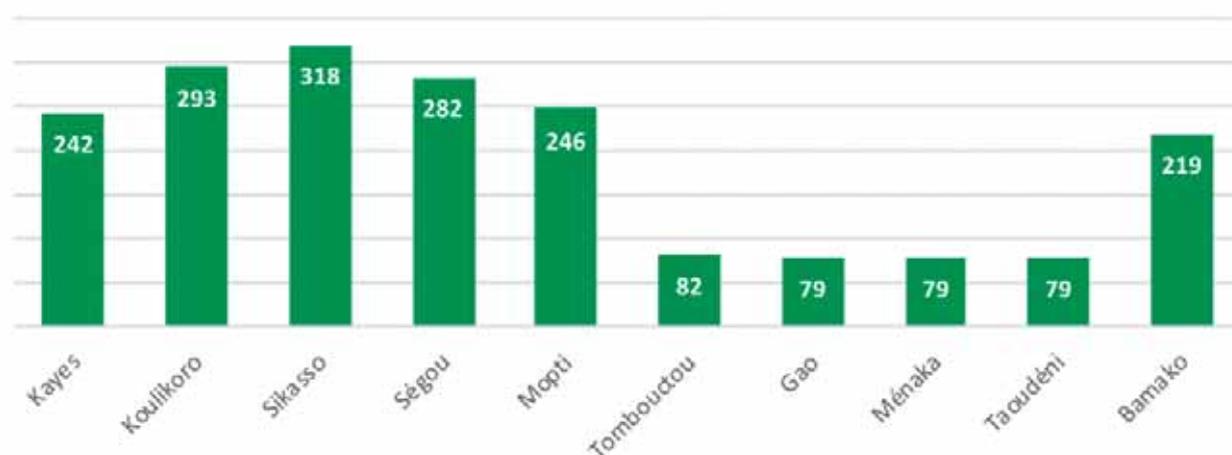
Le Partage des 1 666 personnes entre les 10 strates donne moins de 30 personnes à enquêter dans les régions de Ménaka et Taoudéni. Ces tailles sont trop faibles pour estimer des indicateurs par région.

Tableau M1 : Répartition de l'échantillon entre les régions

Région	Population	Région (%)	Taille initiale	Taille ajustée	Taille +non réponse
Bamako	2 899 672	13,00	217	217	238
Gao	727 516	3,26	54	75	80
Kayes	3 200 061	14,34	239	239	252
Koulikoro	4 737 164	21,23	354	354	378
Mopti	2 019 352	9,05	151	151	168
Ségou	3 256 448	14,59	243	243	247
Sikasso	4 078 570	18,28	305	305	322
Tombouctou	975 139	4,37	73	75	80
Ménaka	318 876	1,43	24	75	80
Taoudéni	99 499	0,45	7	75	80
TOTAL	22 312 297	100	1666	1809	1925

Nous avons fixé le nombre minimal de personnes à 75 par région. Donc, les régions ayant moins de 75 personnes ont été amenées à 75. Après cet ajustement, la taille est de 1 809 personnes à enquêter, avec un seuil minimal de 75 personnes par région. On pourra donc enquêter au moins 30 hommes et 30 femmes par région (30 est la taille minimale pour pouvoir appliquer la loi des grands nombres).

Nous avons ensuite appliqué un taux de non-réponse d'au moins 5 % à l'échantillon ajusté, ce qui donne une taille finale d'environ 1925. Le graphique suivant représente la répartition de l'échantillon entre les 10 strates.

Figure M1 : Répartition de l'échantillon entre les 10 strates


Implication de l'ajustement de la taille de l'échantillon

Avec une répartition proportionnelle, la taille de l'échantillon devrait être de 8 personnes dans la région de Ménaka. Alors qu'avec la répartition raisonnée (pour pouvoir estimer des statistiques par région), on prévoit d'interroger environ 79 personnes dans cette région. Cet ajustement n'est pas sans conséquences statistiques sur le calcul des indicateurs au niveau de l'ensemble des zones. En effet, c'est comme si on attribuait à Ménaka un poids qu'elle ne mériterait pas réellement. Statistiquement, lors de l'analyse, un coefficient de redressement permet de donner à chaque strate son véritable poids.

Formule de calcul du coefficient de redressement :

En considérant une zone i (par exemple la région de Ménaka),
le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule : $\Pi_i = \frac{\mu_i}{\alpha_i}$

Π_i : est le coefficient de redressement de la zone i ;

μ_i : est la taille qui devrait être enquêtée en cas de répartition proportionnelle ;

α_i : est la taille qui a été enquêtée avec une répartition raisonnée.

Procédure de tirage de l'échantillon

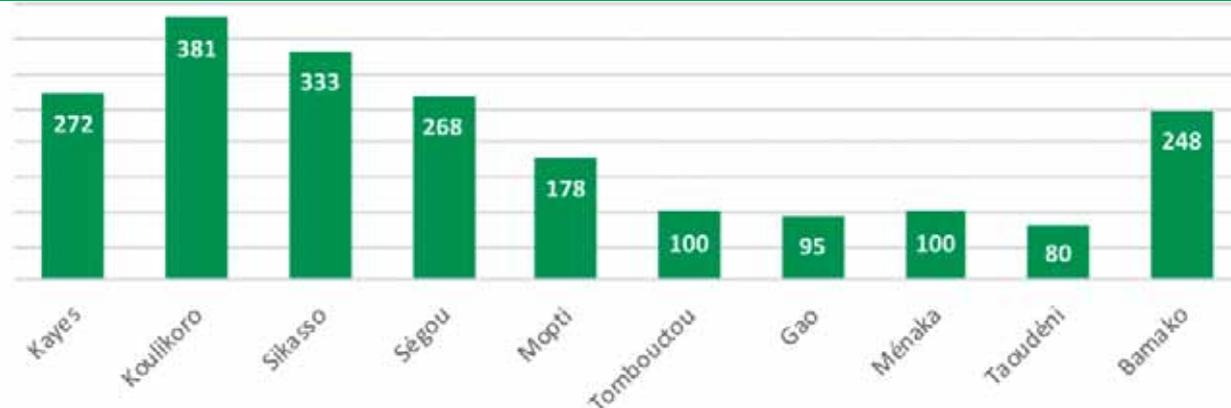
Le tirage de l'échantillon est fait de sorte à assurer la représentativité de la population dans sa structure démographique. Pour cela, nous avons utilisé la méthode des quotas avec le sexe, l'âge et le niveau d'instruction comme les variables de quota. Le plan d'échantillonnage adopté garantit une répartition égalitaire entre les deux sexes (donc 50 % de l'échantillon enquêté sont des femmes). Pour plus de rigueur, cette méthode a été complétée par une procédure de tirage d'un ménage avant de tirer l'individu respectant le critère de quota. Pour cela, nous avons d'abord partagé l'échantillon entre les quartiers de la capitale régionale considérée avant de choisir des ménages dans les quartiers. Une fois dans le ménage, nous avons tenu compte des critères de quotas pour le choix des personnes à enquêter. L'enquêteur explique l'objet de sa visite et demande s'il y a un individu qui répond à son critère de quota afin de l'enquêter. Cependant, les cas suivants peuvent survenir :

- Aucun membre du ménage ne répond au critère de quota : dans ce cas, l'enquêteur sort de ce ménage et choisit le ménage immédiatement contigu au ménage précédent (vers sa gauche).
- Plusieurs personnes répondent au quota : si plusieurs personnes répondent au quota, un répondant sera choisi de manière aléatoire. La procédure de tirage aléatoire a été automatisée sur les tablettes.

Echantillon réellement enquêté

Au total, 2055 personnes âgées de 18 et plus ont été interrogées. Les enquêteurs ont fait des questionnaires supplémentaires afin d'éviter des retours sur terrain (cas de reprise) en cas d'invalidation de leurs questionnaires. Le coefficient de redressement a été calculé sur les 2055 individus enquêtés. La répartition de l'échantillon réellement enquêté par région est donnée par le graphique suivant :

Figure M2 : Répartition de l'échantillon enquêté par région



Données Mali-Mètre, édition 2024

Particularité pour Taoudéni : contrairement aux autres capitales régionales, Taoudéni présente la particularité de ne pas avoir encore de capitale régionale. En effet, cette région recouvre une zone désertique très sous-peuplée et composée principalement de la commune de Salam. Ainsi, selon les autorités (rapprochées par l'équipe terrain), la cartographie de la région est au niveau conceptuel et la capitale régionale n'est pas définitivement choisie. Il a été question alors de choisir quatre grands villages dans la région (Agouni, Nibkit Djamaa, Lakrakra, Tagacha).

Mobilisation et formation des enquêteurs

Le recrutement des enquêteurs a été fait sur la base de l'expérience, de la connaissance du terrain et des langues locales de la zone. La collecte de données a mobilisé 25 enquêteurs et 10 superviseurs répartis en deux groupes. Le premier groupe constitué des enquêteurs des villes dites du Sud et du Centre et le District de Bamako et le second groupe constitué des enquêteurs des villes dites du Nord, à savoir Tombouctou, Gao, Ménaka et Taoudéni. La formation du premier groupe d'enquêteurs s'est déroulée du 2 au 4 janvier 2024 à Bamako, dans les locaux de GISSE. Alors que le second groupe d'enquêteurs a été formé du 4 au 7 janvier 2024 à Tombouctou. Ce regroupement des enquêteurs et le décalage de la formation tiennent compte des contraintes sécuritaires et de déplacement dans les régions dites du Nord et surtout de la gestion importante du temps dans le contexte de ce sondage.

Par ailleurs, une bonne partie des interviews est réalisée en langues locales. Pour une bonne compréhension du questionnaire en langue locale, d'une part, celui-ci a été traduit par des experts dans les principales langues pratiquées au Mali, notamment le bamanakan, le songoy, le tamasheq et le peul ; d'autre part, la formation des enquêteurs est assurée en français et dans ces langues. La collecte de données s'est déroulée du 5 au 17 janvier 2024.

Contrôle qualité et apurement des données

Le contrôle de la qualité des données collectées est basé sur l'expérience de l'ensemble de l'équipe (25 enquêteurs et 10 superviseurs) en matière de collecte des données, la connaissance de la zone d'enquête, en particulier une maîtrise de la situation récente pour les régions nord particulièrement difficiles, le suivi, le contrôle et les vérifications des questionnaires assurés par les superviseurs sur le terrain. En plus, les assistants (statisticiens et informaticiens) s'assurent de la cohérence et de la qualité du remplissage de la totalité des données collectées.

Le masque de saisie a été réalisé sur le logiciel CS pro. Il permet de réaliser une saisie efficace et un transfert des données dans le logiciel SPSS pour les analyses statistiques. Un programme d'apurement a été réalisé sous STATA, qui a permis de corriger quelques incohérences constatées. Les questions ouvertes ont été codifiées après l'enquête puis intégrées aux données à partir du programme d'apurement.

Difficultés rencontrées ?

La principale difficulté est d'ordre sécuritaire. Dans la région de Taoudéni, le moindre déplacement a été coordonné avec les autorités locales des zones enquêtées.

Enfin, au moment de l'enquête, bien vrai que l'accord pour la paix était encore d'actualité, certaines personnes interrogées avaient de mal à répondre à la question : faut-il une relecture de l'accord ou bien l'appliquer comme tel ?

V. Annexe

Tableau A1 : Défis au Mali

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Amélioration de la sécurité	58,3	64,9	58,2	68,9	83,5	81,9	58,5	67,4	84,8	60,4
Intégrité territoriale	16,1	5,0	12,7	14,2	5,8	2,1	13,4	28,3	--	17,2
Bonne gouvernance	6,9	17,6	8,4	6,7	--	1,1	2,4	--	15,2	1,6
Retour de la paix et stabilité	1,4	3,4	6,4	3,6	3,9	12,8	--	--	--	12,0
Renforcement des forces de sécurité	2,3	5,0	1,7	2,2	2,9	2,1	22,0	4,3	--	3,1
Amélioration du système éducatif	5,5	0,6	6,0	2,2	--	--	--	--	--	4,7
Souveraineté retrouvée	2,3	1,9	2,7	0,4	--	--	3,7	--	--	0,5
Construction et réhabilitation des infrastructures	5,5	0,9	1,3	0,9	--	--	--	--	--	--
Autosuffisance alimentaire	1,8	--	2,3	0,4	1,9	--	--	--	--	0,5
Ne sais pas	--	0,6	0,3	0,4	1,9	--	--	--	--	--

S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A2 : Sources principales d'information

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Radio	26,8	31,2	30,0	25,0	25,3	35,0	67,4	42,0	38,8	20,6
Télévision	19,9	18,9	23,1	23,9	23,0	37,0	10,5	19,0	2,5	23,4
Facebook	10,3	20,7	11,1	19,4	7,3	7,0	--	1,0	--	17,3
TikTok	25,0	11,5	7,2	10,8	5,6	--	--	--	--	17,7
Famille et amis / bouche à oreille	7,7	7,1	12,6	9,0	10,7	3,0	4,2	18,0	47,5	10,1
WhatsApp	7,4	7,3	5,7	4,9	24,7	15,0	15,8	20,0	7,5	4,0
Sites internet	2,9	2,4	10,2	6,7	2,8	2,0	2,1	--	2,5	6,0
(Presse écrite) Journaux	--	0,8	--	0,4	--	1,0	--	--	--	0,4
Je ne sais pas	--	--	--	--	0,6	--	--	--	1,3	0,4

S2Q01. [Sources principales d'information] En général, sur quelle source principale utilisez-vous le plus pour l'actualité et les informations ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A3 : Priorités du gouvernement de la transition

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Lutter contre l'insécurité/criminalité	61,2	55,5	73,5	48,0	55,2	77,0	66,0	94,7	99,0	80,0
Créer de l'emploi	43,4	39,3	55,9	44,7	42,2	32,6	57,0	27,4	2,0	1,3
Développer l'agriculture (sécurité alimentaire)	37,7	44,9	49,9	40,2	45,9	10,1	11,0	26,3	1,0	--
Lutter contre la pauvreté	23,6	26,8	13,6	29,1	18,7	14,0	36,0	52,6	35,0	50,0
Améliorer l'éducation	21,2	18,8	18,1	26,4	23,9	15,7	24,0	5,3	4,0	10,0
Restaurer la paix et la stabilité	19,6	10,3	14,2	12,9	6,7	41,0	37,0	55,8	99,0	78,8
Améliorer la santé	16,5	16,2	13,1	27,0	13,4	7,3	16,0	5,3	5,0	16,3
Gestion des coupures d'électricité	16,1	21,0	12,6	22,8	20,1	12,4	--	2,1	--	--
Assurer un meilleur accès à l'eau et/ou l'électricité	11,4	14,3	9,7	13,2	8,6	6,7	--	2,1	--	--
Construire des routes et infrastructures	9,0	28,3	3,1	4,2	9,7	4,5	16,0	7,4	1,0	1,3
Relancer l'économie en faveur du développement ?	7,3	6,3	9,4	6,6	10,1	7,9	10,0	4,2	1,0	1,3
Promouvoir la bonne gouvernance	6,5	1,1	6,3	5,7	8,6	20,2	2,0	2,1	16,0	15,0
Lutter contre la corruption	4,2	3,7	3,7	2,4	7,5	2,8	4,0	2,1		
Accroître l'aide humanitaire	3,8	0,7	2,4	0,3	6,0	16,9	1,0	1,1	30,0	31,3
Lutter contre l'augmentation des prix	3,4	1,8	3,4	7,2	4,1	0,6	--	2,1	--	--
Favoriser la réconciliation	2,0	0,4	0,8	0,3	0,7	10,7	7,0	1,1	2,0	5,0
Organiser les élections	1,6	0,7	0,8	1,5	3,0	3,4	1,0	3,2	--	--
Distribuer la justice pour lutter contre l'impunité	1,6	0,4	1,6	0,9	3,0	1,7	1,0	--	--	--
Création du monnaie	1,3	0,7	1,3	1,8	2,6	1,1	--	--	--	--
Recouvrer l'intégrité du Mali	1,2	1,8	1,3	0,6	0,4	2,2	4,0	1,1	--	1,3
Promouvoir le genre et les droits des femmes	1,1	1,8	1,0	--	2,6	1,1	--	--	--	--

S2Qo4. [Priorités du gouvernement de la transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ?

réponses >1%, n = 2055

Tableau A4 : Connaissance des documents de référence et plans d'action – Cadre Référentiel de Développement (CREDD)

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Oui	20,2	29,7	27,9	44,8	43,8	44,0	17,9	45,0	28,8	31,5
Non	79,8	70,3	72,1	55,2	56,2	56,0	82,1	55,0	71,3	68,5

S2Qo8A. [Connaissance des documents de référence et plans d'action et plans d'action] Êtes-vous au courant des travaux du gouvernement sur les sujets suivants ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A5 : Connaissance des documents de référence et plans d'action – Stratégie sur le centre

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Oui	32,4	32,5	38,7	35,8	56,7	23,0	16,8	23,0	5,0	47,6
Non	67,6	67,5	61,3	64,2	43,3	77,0	83,2	77,0	95,0	52,4

S2Qo8B. [Connaissance des documents de référence et plans d'action et plans d'action] Êtes-vous au courant des travaux du gouvernement sur les sujets suivants ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A6 : Connaissance des documents de référence et plans d'action – les plans d'action pour les femmes et la sécurité

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Oui	49,6	54,9	54,4	60,1	51,1	42,0	26,3	32,0	3,8	49,6
Non	50,4	45,1	45,6	39,9	48,9	58,0	73,7	68,0	96,3	50,4

S2Qo8C. [Connaissance des documents de référence et plans d'action et plans d'action] Êtes-vous au courant des travaux du gouvernement sur les sujets suivants ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A7 : Reprise de Kidal

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Très Bonne chose	97,1	97,6	96,1	96,6	94,9	99,0	97,9	90,0	52,5	98,0
Bonne chose	2,9	1,8	3,3	3,4	2,2	1,0	2,1	10,0	33,8	1,6
Ni bonne ni mauvaise chose	--	0,3	0,3	--	1,1	--	--	--	5,0	--
Mauvaise chose	--	0,3	0,3	--	1,7	--	--	--	--	--
Très mauvaise chose	--	--	--	--	--	--	--	--	1,3	--
Ne sais pas	--	--	--	--	--	--	--	--	7,5	0,4

S2Q10.[Reprise de Kidal] Quelle est votre opinion sur la reprise de Kidal par les forces armées maliennes ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A8 : Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et Réconciliation au Mali (APRM)

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Bonne	1,5	0,8	0,9	2,6	3,4	3,0	--	5,0	12,5	8,1
Moyenne	9,2	7,3	5,1	11,9	18,0	7,0	3,2	33,0	43,8	13,3
Faible	19,5	15,0	25,8	36,2	25,8	43,0	25,3	43,0	35,0	18,5
Aucune	61,0	75,6	65,2	47,8	50,6	47,0	71,6	19,0	8,8	59,3
Ne sais pas	8,8	1,3	3,0	1,5	2,2	--	--	--	--	0,8

S3Q01.[Niveau de connaissance de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (APRM)]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A9 : Attentes des Malien(ne)s des partenaires internationaux

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Lutte contre l'insécurité	85,3	87,4	80,8	69,4	93,8	52,0	94,7	99,0	78,8	63,3
Lutte contre l'insécurité alimentaire	75,0	63,5	61,3	52,2	64,0	57,0	38,9	52,0	18,8	59,3
Lutte contre le chômage des jeunes	56,6	67,5	51,4	46,6	68,5	46,0	76,8	23,0	61,3	50,4
Lutte contre la pauvreté	16,9	16,0	32,4	20,9	16,3	34,0	47,4	21,0	55,0	29,8
Amélioration de la santé	16,9	11,5	26,1	14,6	4,5	26,0	2,1	6,0	1,3	16,9
Amélioration de l'éducation scolaire	12,9	12,6	12,6	19,0	6,2	10,0	3,2	2,0	1,3	17,7
Réussite de la transition	7,0	12,1	6,6	4,9	15,2	32,0	18,9	21,0	12,5	10,1
Gestion du problème du nord	5,1	8,4	2,7	2,2	3,4	12,0	--	33,0	17,5	6,9
Amélioration de l'électricité	4,4	2,6	4,8	15,3	--	--	--	--	--	7,3
Construire des usines et Infrastructures	3,7	1,3	1,2	10,8	--	7,0	--	--	--	1,2
Renforcer les forces de sécurité	1,5	0,8	4,2	4,9	2,8	14,0	--	--	--	0,8
Aider à développer le pays	1,8	3,7	0,9	6,7	1,7	3,0	1,1	--	--	1,6
Partenariat gagnants gagnants	--	1,8	0,9	7,8	3,9	--	1,1	--	--	2,4
Gestion du problème du centre	1,1	3,1	0,3	0,4	8,4	2,0	--	--	--	1,2
Organisation des élections (présidentielles/législatives)	1,1	0,8	0,6	1,9	1,1	--	--	37,0	12,5	2,4
Aider à exploiter les ressources naturelles	0,4	0,3	2,4	4,5	0,6	--	1,1	--	--	2,0
Mise en œuvre des conclusions des Assises Nationales de la Refondation	0,4	1,3	0,9	3,7	2,2	--	--	3,0	10,0	1,2
Relance économique	0,7	0,5	0,6	4,9	0,6	--	5,3	--	--	0,8
Révision de l'accord pour la paix	1,8	0,8	0,9	0,7	0,6	1,0	2,1	3,0	31,3	1,6
Création de la monnaie	0,7	0,3	--	1,1	1,1	1,0	--	--	--	1,2
Promouvoir la paix/Réconciliation	0,4	--	0,9	1,9	0,6	--	--	--	--	--
Ne sais pas	1,1	--	--	--	--	1,0	2,1	--	--	1,2
Respecter la souveraineté du Mali	0,7	--	0,6	1,1	--	--	--	--	--	--
La promotion de la femme	0,4	0,5	0,3	0,4	1,1	--	--	--	--	--
Assurer l'accès à l'eau	--	--	0,3	0,7	--	--	--	--	--	--

S4Q01.[Attentes des Malien(ne)s des partenaires internationaux] Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A10 : Domaines concernés par la corruption										
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Police	59,9	48,3	52,0	44,8	25,8	3,0	41,1	68,0	17,5	45,2
Justice	33,8	36,0	45,3	37,7	54,5	7,0	30,5	68,0	8,8	39,5
Santé	34,2	15,0	46,8	44,4	53,9	52,0	14,7	46,0	7,5	22,2
Mairie	21,3	39,9	26,7	27,2	37,1	71,0	20,0	60,0	17,5	38,7
Douane	36,0	12,3	18,0	21,6	24,2	40,0	10,5	39,0	12,5	28,6
Marché privé	9,2	20,7	25,2	16,8	29,2	29,0	5,3	5,0	2,5	12,1
Affaires foncières	13,2	21,3	12,3	9,3	28,7	10,0	3,2	2,0	3,8	14,1
Education (y compris l'Université)	5,5	9,7	14,4	8,6	10,1	38,0	8,4	3,0	--	12,1
Administrations public	5,5	16,8	6,0	15,7	2,2	16,0	1,1	--	--	11,3
Ne sais pas	12,9	8,4	1,8	3,4	4,5	2,0	43,2	--	66,3	11,3
Gendarmerie	5,1	5,0	12,0	5,2	9,0	--	29,5	9,0	16,3	9,3
EDM	8,8	6,6	9,6	14,6	2,2	2,0	1,1	--	--	5,2
Trésor/finance impôt	4,0	6,8	3,3	13,1	0,6	2,0	--	--	--	2,0
Tous les secteurs	1,1	5,2	0,3	3,0	3,9	6,0	1,1	--	1,3	2,0
INPS	1,5	5,8	1,8	3,4	--	--	--	--	--	0,8
Syndicats	--	1,0	0,3	1,1	0,6	1,0	2,1	--	--	0,4
Transport	0,7	--	--	0,7	--	--	--	--	--	0,4

S6Q0z. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quelle est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A11 : Confiance en la justice										
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Totalement Confiance	19,1	15,7	23,4	29,9	9,6	--	52,6	35,0	63,8	22,2
Partiellement Confiance	47,8	59,8	56,2	42,9	34,3	89,0	29,5	52,0	27,5	47,6
Pas Confiance	19,1	16,8	13,2	13,8	29,8	10,0	8,4	13,0	3,8	14,5
Pas du tout Confiance	9,6	4,5	6,6	12,3	22,5	1,0	8,4	--	1,3	12,5
Ne sais pas	4,4	3,1	0,6	1,1	3,9	--	1,1	--	3,8	3,2

S6Q0s. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne. Diriez-vous que vous avez Totalement confiance, Partiellement confiance, Pas confiance ou Pas du tout confiance en la justice malienne ?

toutes les réponses, n = 2055

Tableau A12 : Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir										
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	MKA	TAO	BKO
Le retour de la paix et de la sécurité	68,0	77,2	69,7	63,1	97,2	94,0	94,7	100,0	92,5	62,5
L'emploi pour les jeunes	52,6	58,8	49,8	42,2	61,8	40,0	64,2	17,0	56,3	50,8
De bonnes récoltes et la sécurité alimentaire du pays	49,3	53,0	47,1	51,1	25,3	12,0	25,3	60,0	11,3	45,6
La relance de l'économie	26,8	27,0	33,6	23,5	22,5	14,0	67,4	34,0	22,5	16,5
Un meilleur système scolaire	15,1	15,0	17,4	28,7	9,6	8,0	1,1	3,0	5,0	16,9
La fin de la pauvreté	11,8	7,9	16,5	8,6	12,4	51,0	13,7	11,0	43,8	26,6
Un meilleur accès aux soins de santé	10,7	13,1	27,6	16,8	6,2	17,0	5,3	7,0	2,5	12,1
Le développement des infrastructures	28,3	10,0	9,6	15,7	4,5	24,0	3,2	24,0	10,0	11,7
Avoir un Mali unifié dans sa diversité	3,7	13,6	9,6	8,2	6,7	5,0	4,2	10,0	10,0	12,9
La fin de la corruption	9,2	5,2	4,8	6,3	5,1	15,0	7,4	2,0	17,5	13,7
Recouvrement de l'intégrité territoriale	7,7	4,5	1,5	6,3	17,4	4,0	2,1	12,0	3,8	2,0
Une Justice transparente	2,9	2,1	3,6	4,1	6,7	3,0	2,1	9,0	6,3	10,1
Une administration étatique crédible et efficiente	5,5	5,0	1,5	5,6	7,3	8,0	1,1	--	10,0	2,0
Améliorer la situation de l'électricité	0,4	1,0	1,8	4,9	--	--	--	--	--	4,8
Retour de l'administration et des services de base partout	0,4	1,3	--	2,6	5,6	2,0	--	4,0	2,5	0,4
Fin des conflits inter et intracommunautaires au centre du pays	1,5	0,8	--	--	5,1	1,0	1,1	3,0	--	1,6
Classe politique et de société civile responsables	--	2,1	0,6	0,7	2,2	--	--	--	--	1,2
La fin de l'impunité	1,8	0,3	0,3	1,1	0,6	1,0	--	3,0	6,3	2,0
Organisation élection	--	0,3	0,3	2,2	--	--	1,1	--	--	0,4
Réformes politiques et institutionnelles solides	0,4	0,5	0,3	0,4	0,6	1,0	1,1	1,0	--	0,8
Des sanctions contre les auteurs d'obstacles à la mise en œuvre de l'accor	--	--	--	1,1	1,1	--	--	--	--	--
Révision constitutionnelle	--	--	--	0,4	0,6	--	--	--	--	--

S7Qo8. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ?
toutes les réponses, n = 2055

